

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La situation politique de la République du Bélarus et son image passablement déformée en Occident

par Franz Masser, ancien directeur de police

Je me souviens souvent de l'époque très lointaine de mes études de droit constitutionnel où l'on nous présentait toujours la démocratie pratiquée en Suisse comme exemplaire mais non transposable à l'Allemagne en raison de son nombre d'habitants beaucoup plus élevé.

Il s'agit ici de principes fondamentaux de la démocratie et non pas de la «démocratie parlementaire» de l'Allemagne réunifiée qui est, à mon avis avec raison, de moins en moins bien acceptée par le peuple placé sous tutelle à de nombreux égards. Spécialiste de la théorie et de la pratique, j'évoquerai la situation politique véritable du Bélarus telle qu'elle m'est apparue au cours de 11 années de travail humanitaire bénévole effectué sur place, notamment dans le domaine de l'entretien des sépultures militaires et à travers des milliers d'entretiens toujours très francs avec des habitants.

Toutefois, il me semble nécessaire de revenir un instant sur l'histoire trop souvent refoulée des Biélorusses qui furent assez longtemps nos voisins directs. N'oublions pas que l'invasion des Tatars et leurs cent ans d'occupation finirent devant les marais de Pripet, qu'un faux tsar du grand-duché de Varsovie fut installé militairement à Moscou, que les Suédois envahirent le pays et que l'invasion, le 22 juin 1812, sous pavillon français, pour la défense des intérêts économiques et hégémoniques de Napoléon, n'échoua pas en hiver à la Bérézina, près de Borisov, c'est-à-dire en Biélorussie, mais déjà dans sa phase initiale en raison d'une mauvaise évaluation de la situation, de problèmes de renforts, de désertions, de guérillas, d'eau contaminée et de batailles très meurtrières comme celle de Smolensk.

Pendant la Première Guerre mondiale, après l'entrée des troupes tsaristes en territoire allemand, la partie occidentale du Bélarus fut occupée par des troupes allemandes. Le bolchévisme/stalinisme et ses répressions de masse apporta la mort et de terribles souffrances à un peuple qui, aujourd'hui encore, sans doute pour cette raison, ne suit plus les partis politiques mais des personnes de confiance. Le traité de paix de Brest-Litovsk permit pendant un certain temps l'autonomie territoriale dans le système bolchévique-léniniste, période qui fut suivie de l'occupation, pendant de longues années, de la partie occidentale du Bélarus par les troupes polonaises. L'invasion nazie, contraire aux traités, commença le 22 juin 1941, plongea dans la mort et la ruine plus de 10 millions d'hommes qui n'avaient jamais, dans leur histoire, mené de



La Biélorussie – un pays plein de charme. Vue de Gomel. «Lorsqu'on lit la presse systématiquement, on se rend compte que l'OSCE porte manifestement un jugement différent sur les élections selon qu'elles ont lieu par exemple aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Bélarus.» (photo mn)

guerre d'agression. C'est également en raison des lourdes pertes subies – plus de 25% des habitants furent tués et toutes les villes détruites – que l'ancienne République soviétique de Biélorussie fut un des membres fondateurs de l'ONU dont la Charte constitue un élément essentiel de la nouvelle Constitution.

Précisons que chaque fois que nous avons coopéré pacifiquement et dans le cadre de partenariats réalisés sur un pied d'égalité avec nos voisins d'Europe centrale ou de l'Est, c'était pour le bien des habitants de nos pays.

A ce sujet je me plais, également en tant que fonctionnaire retraité du Land de Saxe-Anhalt, à me référer au *Sachsenspiegel*\* et au *Droit municipal de Magdebourg* dont, au Moyen Age, plus de 50 villes biélorusses s'étaient dotées. Le Droit municipal de Magdebourg fut à l'origine d'une évolution juridique impliquant non seulement des droits commerciaux opposables mais également des droits démocratiques et des droits humains qui ont trouvé leur écho contemporain dans la Constitution adoptée librement par le peuple lors du référendum du 15 mars 1994.

Et nous voici arrivés à aujourd'hui. Permettez-moi de faire allusion à quelques-unes

\* Recueil de droit coutumier du XIII<sup>e</sup> siècle (n. d. trad.)

### El-Baradeï: Une attaque contre l'Iran transformerait cette région en boule de feu

Le directeur de l'organisation de surveillance nucléaire de l'ONU a déclaré le 20 juin qu'il démissionnerait en cas d'opération militaire contre l'Iran, ajoutant qu'une telle attaque transformerait la région en «boule de feu».

«Je ne pense pas que ce que je vois aujourd'hui en Iran, ce soit un danger actuel, grave et pressant. Si une attaque militaire était opérée contre l'Iran en ce moment [...], cela me mettrait dans l'impossibilité de poursuivre ma tâche», a dit le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohammed El-Baradeï au cours d'une interview à la chaîne *Al Arabiya*.

«A mon avis, une frappe militaire serait la pire des choses. Elle transformerait la ré-

gion en boule de feu» a-t-il dit en soulignant que toute attaque rendrait la République islamique encore plus déterminée à devenir une puissance nucléaire.

La prise de position d'El-Baradeï a paru après que le «New York Times» ait fait état que des fonctionnaires US-américains avaient porté à la connaissance du public qu'Israël avait fait un grand exercice militaire début juin, qui semblait être un essai pour d'éventuels bombardements des installations nucléaires iraniennes. Le journal a fait savoir que les fonctionnaires israéliens ne sont pas prêts à discuter cet exercice.

Source: www.alarabiya.net du 21/6/08 (Traduction Horizons et débats)

des affirmations erronées lancées par l'actuel gouvernement américain et relayées par l'UE, communauté de pays qui n'a toujours pas de légitimité démocratique, et par une partie du gouvernement allemand, selon lesquelles les Biélorusses n'auraient pas un comportement démocratique.

Quiconque souhaite non pas répéter de manière partielle ce qu'il lit ou entend dire mais évaluer de manière responsable la réalité sur place ne doit pas se fier au jugement de «spécialistes» du Bélarus qui, à la suite de brèves visites généreusement financées par des tiers, ne peuvent apprendre à connaître ni les habitants ni le pays et répandent ensuite, dans un esprit transatlantique, jusqu'au sein du Bundestag, des opinions politiques erronées qui mettent la paix en danger.

Si l'on veut se forger une opinion, on doit au moins répondre à quelques questions importantes:

- La République du Bélarus est-elle un Etat constitutionnel légitimé par le peuple?
- Le peuple peut-il se prononcer par référendum sur les questions essentielles de l'Etat?
- Les députés au Parlement (Chambre des représentants) représentent-ils vraiment le peuple et non pas des membres de partis choisis par les partis politiques parce qu'étant suffisamment opportunistes, souples et liés à des organisations économiques et à des groupes de pression jugés aptes à être manœuvrés par les oligarques desdits partis.
- Le chef de l'Etat peut-il être proposé directement par le peuple et élu directement au scrutin majoritaire?
- Quelle importance est effectivement attribuée aux notions d'élections «libres» et «équitable» introduites par l'OSCE?

#### Légitimité de la Constitution acquise par le référendum

Quiconque est attaché, au nom de la justice et de la paix en Europe, au respect de la vérité doit vivre sur place, c'est-à-dire au Bélarus, toute la réalité constitutionnelle sans être pressé. Les citoyens de ce pays – contrairement aux citoyens des Etats-Unis et d'Allemagne, mis politiquement sous tutelle – peuvent se prononcer sur leur Constitution par référendum. Chose étonnante, ni ce fait ni la légitimité du référendum n'ont été contestés jusqu'ici par les Etats-Unis, l'UE, l'Allemagne et l'OSCE.

Aussi cette Constitution, qui reconnaît explicitement et protège les 5 principes électoraux européens, reste-t-elle un critère fondamental d'évaluation de la constitutionnalité et du caractère démocratique des élections.

#### Modifications de la Constitution par voie référendaire

Cela vaut également pour d'éventuelles modifications de la Constitution. (Si ma mémoire est exacte, la Constitution allemande en a subi une cinquantaine.) Par exemple, concernant l'art. 81-1, la durée du mandat présidentiel était, jusqu'au référendum du 17 octobre 2004, limitée à deux périodes. Parallèlement aux élections parlementaires du dimanche 17 octobre 2004, un nouveau texte a été proposé aux électeurs du pays: «Le président est élu directement par le peuple pour un mandat de 5 ans sur la base du suffrage universel, libre, égal pour tous, direct et à bulletins secrets». En outre, on a posé au peuple directement par référendum – et non au Parlement ou aux partis politiques, qui ne jouent guère de rôle au Bélarus – la question suivante: «Autorisez-vous le premier président de la République, Alexandre Loukachenko, à se présenter comme candidat aux prochaines élections présidentielles?» Nous connaissons le résultat: Avec une participation de 90%, plus de 80% des électeurs ont approuvé la modification de la Constitution ainsi que la nouvelle candidature du chef de l'Etat.

La «démocratie de base» reposant sur le droit d'élire directement les représentants au Parlement et les candidats à la présidence selon le système majoritaire (art. 69) protège ce droit fondamental des citoyens, et également le droit pour les partis de proposer les candidats: «Le droit de proposer des candidats appartient, conformément à la loi, aux associations, aux collectifs de travail et aux citoyens.»

Pour les propositions aux élections législatives, les candidats doivent obtenir au moins 1000 voix et pour les élections présidentielles au moins 100 000 voix. Les élections des parlementaires et du président de la République ont lieu au scrutin majoritaire qui donne des résultats clairs et facilite en outre l'alternance et permet de respecter les 5 principes européens garantis par la Constitution:

- universel (art. 64)
- libre (art. 65)
- égal pour tous (art. 66)
- direct (art. 67)
- à bulletins secrets (art. 68).

#### Elections législatives du 17 octobre 2004

Après que le ministère des Affaires étrangères eut finalement, malgré des recours, refusé la candidature de 18 Allemands indépendants et hautement qualifiés – dont un secrétaire d'Etat et un président de commission électorale de Land – et en raison de la justification incompréhensible de ce refus, je me suis intéressé à la question de l'indépendance et aux compétences des observateurs de l'OSCE envoyés au Bélarus et aux résultats de leur observations. J'ai été accablé par le Bélarus en tant qu'observateur international indépendant sur la totalité du territoire de la République. Pour parer à toute attaque personnelle et garantir mon indépendance, j'ai assumé tous mes frais.

Nouveauté pour moi: une période de 5 jours précédant la date du scrutin qui devait permettre aux personnes absentes ce jour-là d'exercer leur droits électoraux, qui corres-

## Guerre en Afghanistan – violation flagrante de la charte des Nations Unies

### Appel urgent au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Le mercredi 4 juin, pendant la session du Conseil des droits de l'homme, une réunion informelle a eu lieu au Palais des Nations, à Genève, et a été consacrée à la «tragédie humanitaire en Afghanistan – violation des droits de l'homme et leurs effets sur la santé.» Les intervenants ont brossé une sombre image de la situation devant des auditeurs intéressés, parmi lesquels se trouvaient de nombreux étudiants, et ont invité la communauté internationale à agir. Les ONG Centre Europe-Tiers Monde (Cetim) et International Educational Development (ied) avaient organisé la réunion.

thk. Sur le podium avaient pris place *Mohammed Daud Miraki*, professeur afghan de politique et expert du Proche et du Moyen-Orient, le docteur suisse *Daniel Güntert*, pneumologue et spécialiste de médecine interne et *Alfred de Zayas*, ancien haut fonctionnaire de l'ONU et professeur à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes internationales de Genève. La discussion a été dirigée par la juriste *Karen Parker*, présidente de l'ONG *International Educational Development* et de *l'Association Humanitarian Lawyers*.

#### Sept ans de guerre et de destruction

Daud Miraki a décrit la situation effroyable de l'Afghanistan. Rentré depuis deux semaines du pays, il a brossé un tableau catastrophique: après sept ans de guerre (soit plus longtemps que la Deuxième Guerre mondiale), le pays est en un état désolant. Malgré toutes les assurances des militaires, aucune édification constructive du pays n'est en vue. Ni le taux des analphabètes ni le nombre d'élèves ayant terminé leur instruction ne se sont améliorés. Des organisations internationales plutôt que la population profitent de la soi-disant aide humanitaire. Le nombre d'affamés augmente constamment, l'agriculture est en jachère; en raison des combats et bombardements des occupants, les paysans ne se risquent plus à se rendre sur leurs champs. Seules les plantations de drogue prospèrent, surtout dans les secteurs soumis au contrôle des alliés.

#### Ras-le-bol!

Le gouvernement *Karzai*, que Miraki qualifie de régime de marionnettes dansant d'après la musique des Etats-Unis, n'est pas ancré dans la population et la plupart des gens le méprisent. Son influence n'excède pas les limites de Kaboul; il dépend de la puissance des Etats-Unis et de leurs Alliés, dont le pouvoir se réduit de plus en plus. Les Afghans méprisent de tout leur être et refusent les méthodes des occupants. La violence sans bornes par laquelle on s'attaque à la population lors de la «chasse aux terroristes» est indescriptible: elle constitue une violation flagrante des conventions de Genève et des droits de l'homme. C'est ainsi que des hommes sont arrêtés de nuit dans leur maison, traînés au dehors, souvent torturés et assassinés sans raison. Les gens en ont assez et veulent le retrait rapide des occupants.

#### Images effroyables

Monsieur Miraki a abordé un autre problème important, celui de la contamination de l'environnement par l'utilisation de nouvelles armes inconnues, notamment de bombes à UA (uranium appauvri). A la suite de bombardements, des régions entières sont devenues inhabitables, comme en Irak. Les gens de ces régions souffrent de maladies effroyables, telles que le cancer et les déformations génétiques. Le nombre de décès dus au cancer et celui de nouveaux-nés souffrant de malformations sont montés en flèche. Miraki a étayé ses allégations par de nombreuses images et statistiques. Dans ces circonstances, il fait preuve de compréhension envers la résistance offerte par la population contre les troupes américaines et celles de leurs Alliés, résistance sans rapport avec le terrorisme, mais constituant une lutte armée légitime contre une occupation illégale.

Lors d'une deuxième conférence, le docteur Daniel Güntert, pneumologue, a décrit



Daud Miraki, Dr Daniel Güntert, Karen Parker und Alfred de Zayas. (photo thk)

les effets des armes à l'uranium sur l'organisme humain; il a montré comment les nanoparticules radioactives dues à l'utilisation d'armes à UA pénètrent dans le corps humain et y détruisent la structure des cellules – avec des effets effroyables sur l'organisme humain.

#### Données médicales relatives à la contamination par UA

Les effets sur la santé humaine dépendent de l'ampleur ou de la dose, de la fréquence et de la durée de l'exposition à l'UA. Une forte dose affaiblit considérablement les voies respiratoires et aboutit à la mort en quelques jours. Des doses restreintes provoquent des symptômes atypiques (fatigue, chute de cheveux, nausées, etc.), un affaiblissement de la fonction immunitaire, diverses réactions inflammatoires (dysfonction des reins, infection chronique des voies respiratoires), un endommagement des chromosomes (ce qui entraîne des malformations chez les nouveau-nés) et diverses sortes de cancer (cancer des poumons, du foie, de la peau, leucémie, lymphome, etc.).

Nous savons, comme l'a souligné le docteur Güntert, qu'il y a une relation dose-effet linéaire des rayons ionisants et que les doses s'accumulent. Absorbées par le corps humain, les particules UA peuvent endommager les cellules mille fois plus que les rayons x ne le font. Après l'explosion de munition d'UA, une chaleur considérable se développe, qui oxyde l'UA (uranium oxyde UO<sub>2</sub>), matière insoluble. Ce métal en flammes tend à former des particules de taille submicronique ressemblant à de la poussière, avec des particules d'une taille de 1 à 10 µm, voire encore moindre. La voie principale d'absorption est l'inhalation, ce qui entraîne une contamination interne par l'uranium. Par les voies respiratoires, ces particules atteignent les alvéoles pulmonaires, les plus petites (d'une taille inférieure à 5 µm) traversant la membrane des alvéoles et parvenant dans les vaisseaux sanguins et dans l'appareil circulatoire respectivement. Les soldats ou d'autres personnes exposées respirent donc des particules radioactives minuscules, qui sont absorbées aussi bien par le tissu pulmonaire que par d'autres organes, par l'intermédiaire de l'appareil circulatoire.

#### Taux du cancer en hausse

Différentes études épidémiologiques ont porté sur les travailleurs des mines d'uranium et sur ceux de l'industrie atomique. Elles démontrent une corrélation entre l'exposition à l'uranium et le risque relatif nettement accru de souffrir du cancer ou de la fibrose pulmonaire. Parmi les travailleurs traitant l'uranium, on a constaté une augmentation des différentes sortes de cancer (système lymphatique, cerveau, reins, poitrine, prostate et poumons). D'après les enquêtes de *Lauren Moret*, les vétérans de la guerre du Golfe qui avaient été exposés à l'UA ont subi des tumeurs cervicales et différentes perturbations du cerveau.

L'évaluation du risque cancérigène impliqué par l'UA est compliquée par la double toxicité – radiologique et chimique – de ce métal. Des prises de sang effectuées sur des vétérans de la guerre du Golfe ont démontré que l'UA provoquait la transformation de diverses cellules humaines (cellules ostéoblastiques) en un phénotype cancérigène, et des anomalies chromosomiques ou des dommages génétiques. Les cellules cibles les plus importantes après l'inhalation d'UA sont les macrophages et les cellules atrophiantes. Les

macrophages participent surtout à notre défense immunitaire. Ils sécrètent différentes matières qui jouent un rôle dans la régulation de réactions inflammatoires. La réponse d'inflammation est une composante clé de sa propre défense; des processus d'inflammation excessifs, durables ou pathologiques contribuent à la génération de maladies, notamment de cancer. Ainsi s'est exprimé le docteur Güntert.

Ces faits sont effroyables et montrent les effets dévastateurs de ces armes, dont l'emploi est interdit, comme Karen Parker l'a souligné plusieurs fois, parce qu'il viole de manière flagrante les conventions de Genève.

#### Une guerre génocide

Le dernier conférencier était le professeur Alfred de Zayas. Son exposé était consacré aux aspects de droit international de la tragédie afghane. Il a rappelé que les Nations Unies ont été fondées pour fonder la paix et la maintenir, non pour mener la guerre. La fonction du Conseil de sécurité consiste à promouvoir la paix et non à l'imposer par des bombardements massifs. Cette situation aboutit à la paix des cimetières. En vertu de l'art. 2(3) de la charte des Nations Unies, les 192 Etats membres règlent leurs différends par des moyens pacifiques. Si l'on tente d'imposer aux Talibans une «capitulation sans conditions», le spectre du génocide se profile. Nous devons faire une pause et nous demander pourquoi les Nations Unies mènent une guerre depuis sept ans en Afghanistan. «Est-ce compatible avec la charte des Nations Unies? Est-ce au profit ou au détriment du peuple afghan?», s'est demandé monsieur de Zayas. Des dizaines de milliers de civils ont déjà été tués au nom des Nations Unies. Le pays a été empesté par l'em-

ploi de produits chimiques et d'armes à l'UA. Cela enfonce la convention de Genève de 1949 et l'obligation de protéger l'environnement, héritage de tous les hommes. Il semble que la mission sacrée de l'organisation ait été utilisée, durant les deux dernières décennies, pour préserver l'hégémonie des grandes puissances. Alors que l'autodétermination est considérée comme droit international impératif, ce droit est refusé au peuple afghan. Il est temps de stopper les bombardements et les «dommages collatéraux» infligés à la population civile. Il est temps que les troupes étrangères, considérées par la majorité des Afghans non comme libératrices, mais comme occupantes, se retirent. En fait, la doctrine de la «responsabilité de protéger» exige des Nations Unies qu'elles protègent l'existence de la population et de l'environnement. La poursuite de cette guerre est dépourvue de sens et criminelle, comme l'étaient les bombardements du Vietnam du Nord, du Laos et du Cambodge par les Etats-Unis, dans les années soixante et septante. Une aide massive à la reconstruction sera nécessaire pour réparer les dommages infligés jusqu'à maintenant. C'est par la constatation que les droits de l'homme et la solidarité internationale nous obligent à assumer cette responsabilité envers le peuple afghan que monsieur de Zayas a conclu ses propos.

Lors de la discussion qui s'en est suivie, plusieurs participants ont exigé que l'examen de ces violations massives des droits de l'homme soit transféré au Conseil des droits de l'homme, invité à nommer d'urgence un rapporteur extraordinaire aussi bien pour l'Afghanistan que pour l'Irak (voir l'encadré). Jusqu'à maintenant, les Etats-Unis et leurs Alliés ont pu faire ou omettre de faire tout ce qu'ils voulaient sans que l'opinion publique en soit consciente. A plusieurs reprises, il a été question de génocide, réalisé furtivement par l'emploi d'armes à l'uranium. L'ONU dispose de mécanisme qui permette un examen immédiat de ces processus. Ici, la communauté internationale doit réagir. Sous prétexte de libération de la femme, de démocratie et de lutte contre le terrorisme, le droit international ne saurait être foulé aux pieds et la communauté internationale ne saurait se taire. La réunion a émis un signal très net, qui ne peut pas rester sans effet.

Projet sur la recherche des droits de l'homme «International Educational Development»  
Bureau des Nations-Unies, San Francisco, Californie

Conseil des droits de l'homme de l'ONU, 8<sup>e</sup> séance:

#### Situations des droits de l'homme qui exigent l'attention du Conseil\*

L'ONG «International Educational Development» s'occupe de trois situations – en Afghanistan, en Irak et au Sri Lanka –, dans lesquelles ont lieu des conflits armés de longue durée, mais pour lesquelles il n'y a ni rapporteur spécial ni un expert indépendant de l'Item-10 (soutien technique et participation à la construction d'institutions pour les droits de l'homme). La situation dans ces trois pays illustre les conséquences tragiques qui se produisent, quand le Conseil, poussé dans une impasse par certains acteurs – et ceux-ci ne se limitent pas aux gouvernements de ces pays – se révèle alors être inefficace lorsqu'il s'agit de mettre fin au massacre, à la famine dont souffriront ou souffrent déjà réellement les victimes civiles d'un conflit armé, au génocide voulu et réellement commis, et à d'autres violations graves des droits de l'homme.

En Afghanistan, les forces militaires conduites par les USA ont l'obligation légale de garantir les besoins existentiels de la population civile. Pourtant, des centaines de milliers de citoyens afghans, avant tout des femmes et des enfants, n'ont en fait rien à manger. Cela ne vaut pas seulement pour les régions rurales mais aussi pour Kaboul qui est soigné sous le contrôle des forces militaires étrangères. Le Conseil doit agir. En Irak, la situation est tellement hors contrôle que des centaines de milliers d'Irakiens remplissent les conditions pour demander l'asile politique. Les hôpitaux font toujours l'objet d'attaques et, comme en Afghanistan, l'emploi

des armes à l'uranium a conduit à une augmentation massive de malformations congénitales, de cancers et d'autres maladies, et une grande partie de la surface cultivable disponible a été rendue inutilisable. Le Conseil doit agir. Au Sri Lanka, l'intérêt géopolitique des Etats-Unis pour l'installation de bases militaires dans les territoires tamouls de l'île a conduit à une pression plus forte de la part des USA sur l'UE, le Royaume-Uni et le Canada, pour définir par terrorisme ou par lutte contre le terrorisme ce qui est clairement un conflit armé, ce qui mène au mépris complet du droit international humanitaire et à la tentative raciste de diaboliser le peuple tamoul dans son ensemble.

Pour ce conflit, il n'y aura pas de solution aussi longtemps que le terme de «terrorisme» – qui est comme tout le monde le sait un terme juridiquement faux – est utilisé ici. Pour ce conflit, il n'y aura pas de solutions aussi longtemps que le peuple tamoul sera attaqué de cette manière raciste. Le Conseil doit s'engager – en accord avec les souhaits du Haut-Commissaire et avec beaucoup de mandataires du Conseil – pour étendre les compétences du Haut-Commissaire au Sri Lanka. Si les institutions continuent à s'y opposer, le Conseil doit alors tenir une séance extraordinaire.

\* Deux jours après la manifestation informelle à l'ONU décrite plus haut, Karen Parker a pris la parole au Conseil des droits de l'homme en tant que Présidente de l'ONG International Educational Development et a énuméré des revendications concrètes.



## Depuis quand les exercices des cours de répétition sont-ils facultatifs?

### Le conseiller fédéral Schmid ne prend pas ses responsabilités

hd. La conférence de presse du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) du vendredi 27 juin a du moins apporté des informations sur le tragique accident survenu sur la Kander. Elle a montré qu'aucun des 10 officiers et sous-officiers membres des Forces aériennes de l'air «ne disposait d'une formation pour des parcours de rafting». Cependant la question des responsabilités n'a pas été élucidée. En effet, selon le communiqué de presse du DDPS, il reste à déterminer «si les services supérieurs avaient eu connaissance ou auraient dû avoir connaissance de cet exercice. Selon les réponses données, l'enquête ordinaire pourrait être élargie à d'autres personnes.» Ainsi, personne d'autre que le commandant de compagnie qui a dirigé l'exercice n'a pour le moment été déclaré responsable.

A lire ce communiqué de presse, on éprouve une impression de déjà-vu. Il y a 11 mois, lors du tragique accident de la Jungfrau, cette question était restée sans réponse et elle l'est toujours bien que des experts aient pu décrire dans le détail la chute de l'avalanche. En outre, la précision selon laquelle «des déclarations contradictoires ont été faites par les rescapés quant au qualificatif de volontaire de la participation à cet exercice» rappelle de mauvais souvenirs. Il y a une année, on déclarait que la décision de tenter l'ascension de la Jungfrau avait été prise démocratiquement. A l'époque déjà, tous les spécialistes se sont demandé ce que les structures de commandement de l'armée avaient à voir avec ce genre de décisions. Mais les

responsables du DDPS ne reculent devant aucune mauvaise excuse quand elle permet de rejeter la responsabilité sur les victimes ou du moins d'éviter d'avoir à l'assumer. Exactement comme aujourd'hui. Ces déclarations contredisent totalement celles du nouveau chef de l'Armée Roland Nef.

Après l'accident, il a immédiatement mis les cadres de l'armée devant leurs responsabilités. Le commandant de corps Knutti, chef des Forces aériennes, a été le premier à en tirer les conséquences. Mais le fait de le rendre responsable de tout, de ne sacrifier qu'un pion du jeu, ne résoudra pas le problème de l'armée. La responsabilité revient essentiellement au commandement politique.

Dans son premier rapport, Roland Nef rendait responsables les cadres du domaine départemental de la Défense et ordonnait un nouvel examen de la sélection des cadres par des officiers de milice expérimentés. Les exercices de cadres doivent être en rapport avec la mission-clé de la formation, il convient de porter une attention particulière à l'évaluation des risques, les concepts d'exercices militaires doivent être évalués avec la plus extrême précision et les écoles d'officiers doivent enseigner la responsabilité personnelle et la conscience du risque, autant d'exigences qui sont évidentes dans une armée de milice.

Le fait que cela doit être formulé explicitement aujourd'hui montre ce qu'est devenue l'armée au cours des dix dernières années sous la direction de Samuel Schmid et de Christophe Keckeis. Il est urgent d'agir.

Après l'accident survenu sur la Kander, le nouveau chef de l'Armée a fait montre de son nouveau style et c'est nécessaire si l'armée veut regagner la confiance du peuple. Mais Roland Nef ne doit pas se préoccuper uniquement de la récente tragédie. L'accident de la Jungfrau a ébranlé fortement la confiance de nombreuses personnes dans l'armée. L'attitude de Samuel Schmid, son indifférence à l'égard des personnes concernées par le drame, son laxisme à l'égard des responsables et son manque d'autorité ont créé un sentiment de malaise et pas seulement chez les parents des six soldats victimes.

Tant que l'armée ne reconnaîtra pas ses manques dans cette affaire, tant qu'elle n'endossera pas ses responsabilités, les correctifs actuels du nouveau chef de l'Armée – qui méritent d'être soutenus – ne convaincront pas vraiment. Samuel Schmid se moque du monde quand il déclare que l'armée n'est pas en crise et qu'elle a rempli sa mission à la satisfaction générale. Il n'a pas précisé en quoi consistait cette mission. Mais nous savons qu'elle a des visées internationales et qu'elle est devenue un appendice de l'OTAN. Il faut que cette question soit enfin débattue franchement et de manière transparente. Tous les accords et conventions qui intègrent notre armée dans des armées étrangères doivent être mis sur le tapis. Il est inadmissible que la direction et l'administration du DDPS la transforment dans le dos du peuple parce qu'ils savent pertinemment que celui-ci ne serait jamais d'accord. Et alors, il faudra décider si l'on veut changer la direction politique. •

## Notre Armée est-elle au service de l'OTAN?

Au cours de ces dernières années, l'armée a été soumise à des réformes précipitées, donc mal préparées. Ce qui avait commencé par l'adhésion au *Partenariat pour la Paix* (PPP), une sous-organisation de l'OTAN, en passant par les engagements de soldats à l'étranger, en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan, aboutit finalement, avec l'introduction d'Armée XXI et des réformes qui en découlaient, à son point culminant: «Interopérabilité», «sécurité collective», «entouré d'amis», «fin de l'armée purement défensive» selon les dires de l'ancien chef de l'Armée Keckeis, au début de son mandat en 2002. On entendait partout des poncifs du genre «Engagements armés», «professionnalisation», «engagements subsidiaires», etc. ce qui ne pouvait que laisser rêveur, annon-

çant des changements importants dans l'armée suisse.

L'objectif était de préparer l'armée à des missions dans le monde entier, en liaison avec l'OTAN. Pour ce faire, il fallait ces réformes. Il fallait transformer la «neutralité armée» en «opportunisme armé» au service de l'OTAN et de ses alliés. Le conseiller fédéral Samuel Schmid, responsable du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) était un chaud partisan de cette réforme et a rejeté toute critique comme étant injustifiée et «mensongère». Il imposa ses réformes en propageant de fausses informations et en menant une puissante propagande; nous en payons le prix aujourd'hui. Il n'y a plus de structures claires, personne ne prend de responsabilités, et on ne sait plus

quelle est, en réalité, la mission de l'armée. Il est vrai que la Constitution fédérale suisse le précise, il s'agit de la défense du pays; mais ce n'est plus possible après toutes ces réformes, ce qui se dit en catimini entre officiers haut gradés.

### Va-t-on passer d'une armée de milice, qui a fait ses preuves, à une armée privée?

L'objectif de faire de l'armée suisse une troupe de combat capable d'être engagée dans le monde entier, selon les vœux de l'OTAN et des Etats-Unis, en a modifié profondément l'atmosphère régnante et l'orientation. Ce qui compte actuellement ce sont l'esprit de combat, la résistance en campagne, l'expérience à

Suite page 4

Accident de canot sur la Kander

## Il serait temps de réfléchir

Interview d'Albert Vincenz, ancien colonel et commandant du régiment d'infanterie 60 (Brigade frontière 12 – Grisons)

Horizons et débats: Quelles sont, selon vous, les causes de cet accident?

Albert Vincenz: Il est évident que les accidents n'arrivent pas tout seuls, mais sont souvent provoqués.

Lorsqu'on consulte le site Internet du DDPS (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports), on constate que notre armée se mêle de ce qui ne la regarde pas et assume des missions civiles pour lesquelles elle n'est pas préparée et qu'elle est donc peu à même de résoudre. Certains officiers supérieurs n'en chantent pas moins les louanges des services de la troupe, comme pour l'EURO 08, et il semble bien qu'elle s'appête à jouer les hommes de main lors de la Fête fédérale des yodleurs, à Lucerne.

Il est indéniable que la troupe est utilisée abusivement, et cela avec la bénédiction des instances politiques. Elle doit servir (gratuitement?) sous les ordres des autorités civiles lors de manifestations destinées à l'amusement des foules (panem et circenses). Comment, dans ces circonstances, peut-elle effectuer ses programmes militaires et améliorer les compétences-clés tant prônées par le DDPS? Je suis surpris de voir la fidélité de nos citoyens-soldats, à l'esprit pourtant critique, à ce genre d'engagements. On n'apprécie guère à Berne les critiques adressées aux cadres, même quand elles sont exprimées tout bas. Doit-on s'étonner que dans une telle situation, la troupe se livre à des activités qui n'ont que très peu de choses à voir avec sa mission? La discipline est une vertu qui doit être pratiquée à tous les niveaux. On espère que le chef de l'Armée Roland Nef en a conscience.

L'armée de milice a toujours eu besoin de missions claires, de structures visibles, de programmes précis, les ordres étant donnés sur place par les supérieurs qui en contrôlent aussi l'exécution. Tout le reste n'a rien à voir avec le professionnalisme. Ou n'avons-nous plus d'armée de milice?

Un proverbe dit que le poisson commence de pourrir par la tête, mais je n'en dirai pas plus.

Qui décide du programme des cours de répétition?

Les directives et instructions définissent ce que chaque unité doit accomplir au cours du service. Les règlements définissent la manière de faire et apportent un soutien à l'instructeur. Les commandants d'unités doivent établir des programmes de travail avant le service, lesquels sont supervisés et approuvés par leurs supérieurs. Du moins c'était ainsi de mon temps et j'espère que c'est encore le cas. On peut inclure dans ces programmes des «exercices extraordinaires» qui doivent toutefois être en accord avec la matière de l'instruction.

Quel est le problème de notre armée?

Notre armée se trouve confrontée à de nombreux problèmes, comme bien d'autres organismes. Les responsables, à tous les niveaux, doivent trouver des solutions de façon responsable. Il y a toutefois une différence fondamentale entre l'armée et les organisations civiles car les graves erreurs peuvent provoquer la mort des subalternes. Les politiciens, les supérieurs militaires et le peuple suisse doivent prendre conscience de cette différence. Le problème consiste donc à se charger des missions définies dans notre Constitution et de s'en tenir là.

### Ce qui est écrit dans le Document cadre pour l'adhésion au PPP

Le 11 décembre 1996, le conseiller fédéral Flavio Cotti se rendit à Bruxelles où il signa le document cadre du *Partenariat pour la Paix* (PPP) au quartier général de l'OTAN.

«En réponse à l'invitation au Partenariat pour la Paix formulée et signée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord participant à la réunion du Conseil de cette Organisation tenue à Bruxelles, au siège de l'OTAN, les 10 et 11 janvier 1994, je soussigné, Conseiller fédéral, Chef du département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse, accepte cette invitation et souscrit par la présente au Document cadre du Partenariat pour la Paix.

Signé à Bruxelles, le 11 décembre 1996, Flavio Cotti»<sup>1</sup>

Le «document cadre» mentionné contient notamment les buts suivants:

- «développer des relations militaires de coopération avec l'OTAN»;
- «se doter, à plus long terme, de forces plus en mesure d'opérer avec celles des membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord»;
- «mettre au point avec les autres Etats qui souscrivent au présent document un processus de planification et d'examen qui servira à déterminer et à évaluer les forces et les moyens que ces autres Etats pourraient mettre à disposition pour des activités de formation, des exercices et des opérations à caractère multinational menés de concert avec des forces de l'Alliance».<sup>2</sup>

Suite à l'adhésion au PPP, l'armée doit être transformée afin d'être capable «d'opérer avec celles des membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord» et de mettre à disposition des troupes pour «des opérations à caractère multinational». Ce sont des buts étranges pour un «Partenariat pour la Paix». En réalité, il ne s'agit pas de paix.

Le terme de «Partenariat pour la Paix» a été forgé pour tromper l'opinion publique.

En réalité, le PPP a été créé par les USA<sup>3</sup> en tant qu'instrument pour intégrer dans l'OTAN les pays d'Europe de l'Est et les pays neutres. Le PPP est un premier pas vers l'adhésion complète à l'OTAN.<sup>4</sup> Dix pays ayant fait partie du PPP sont à présent membres à part entière de l'OTAN.<sup>5</sup> Selon la «Nato-Letter», «le nouveau Partenariat pour la Paix est soudé à l'OTAN».<sup>6</sup>

Pour la force principale de l'OTAN, les Etats-Unis, peu importe qu'un Etat soit membre du PPP ou de l'OTAN, tous ces pays, y compris la Suisse, font partie de sa «zone de responsabilité»:

«La Suisse est un pays européen qui se trouve à l'intérieur de la zone de responsabilité du commandement US pour l'Europe.» (Switzerland is a European country within the area of responsibility of the United States European Command.)<sup>7</sup>

Du point de vue des Etats-Unis, cela veut dire – aussi incroyable que cela puisse paraître – que l'armée américaine peut à tout moment planifier et conduire des opérations militaires en Suisse:

«La zone de responsabilité correspond au territoire géographique dans lequel le commandant a le droit de planifier et de conduire des opérations.» (The area of responsibility is the geographical area within which the Commander has authority to plan and conduct operations.)<sup>8</sup>

Tout cela est connu de nos planificateurs militaires. Mais ils ne le disent pas. Le peuple n'a pas le droit de savoir.

<sup>1</sup> Déclaration d'adhésion au «Partenariat pour la Paix»

<sup>2</sup> Cf. <http://www.nato.int/docu/fonda/b940110b.htm>

<sup>3</sup> Dans le «Vademecum der Partnerschaft für den Frieden», le Conseil fédéral déclare: «L'idée du Partenariat pour la Paix est née le 11 septembre 1993 lors d'un repas dans la magnifique propriété de l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, à quelques kilomètres de Bruxelles. L'ancien ministre de la Défense américain Cheney et le chef d'Etat major des forces armées américaines Chalikachvili ont participé à ce repas.» Département fédéral militaire, Bureau interdépartemental permanent du PPP, non-daté (environ 1997). (Trad. hd)

<sup>4</sup> cf. «Carla Del Ponte trifft bosnische Kriegsgesopfer», Neue Zürcher Zeitung du 2/12/06

<sup>5</sup> Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie. Les pays membres du PPP que sont l'Albanie et la Macédoine se trouvent déjà dans un «processus de rapprochement» vers l'adhésion à part entière à l'OTAN.

<sup>6</sup> Cf. Nato-Letter, summer/autumn 1997, Nato Office of Information and Press, Bruxelles.

<sup>7</sup> Déclaration du Centre de commandement militaire des USA pour l'Europe (United States European Command, Eucom) de Stuttgart. Cit. d'après Beni Gafner: Armee am Abgrund. Einsiedeln 2007, p. 42.

<sup>8</sup> ibid.

## Pas un peuple mais un empire et une cheffe? Angela Merkel travaille entièrement dans l'esprit de sa «raison d'Etat»

km. Il y a trois ans, le 16 juin 2005, à l'occasion du 60ème anniversaire de la CDU, *Angela Merkel*, la Présidente de ce parti à l'époque et aujourd'hui chancelière allemande a défini à sa façon la «raison d'Etat» allemande: «La responsabilité de l'Allemagne pour l'Union européenne, pour le Partenariat transatlantique, pour l'existence d'Israël.»

Dans le dictionnaire internet *Wikipedia*, on trouve des explications très intéressantes à propos de la notion de raison d'Etat.

Par exemple, que ce terme désigne «une aspiration de sécurité et d'affirmation de soi de l'Etat à tout prix et par tous les moyens.»

On peut lire aussi que *Machiavel*, le chef d'Etat florentin, est considéré sans conteste comme «le principal défenseur de l'idée de la raison d'Etat».

De plus, on peut lire que l'idée de la raison d'Etat n'est certes «pas directement opposée» à la philosophie de la loi fondamentale allemande mais qu'elle part d'un statut de droit de l'Etat «qui est égal voire même supérieur à l'être humain», «qui a une valeur plus élevée par rapport à l'homme».

L'article 1 de la loi fondamentale allemande commence par cette énonciation connue: «La dignité de l'homme est inviolable. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger.» L'article 20 stipule que

la République allemande est une démocratie et que tous les pouvoirs partent du peuple. La chancelière a prononcé un serment par lequel elle a juré «de protéger et de défendre la loi fondamentale et les lois fédérales.»

Dans sa célèbre dramaturgie «Intrigue et amour» qui traite d'une intrigue sans scrupule menée par un noble avide de pouvoir et par son secrétaire qui n'en est pas moins sinistre contre l'amour de deux êtres, *Friedrich Schiller* a abordé également la manière dont les honnêtes gens et la noblesse considéraient un serment: Pour l'honnête homme, le serment compte, par contre pour la noblesse, il ne compte pas du tout. Les temps ne semblent pas avoir changé.

Il y a trois ans déjà, Angela Merkel se référerait à *Adenauer*, le premier chancelier allemand, dans la mesure où selon Merkel, celui-ci aussi a imposé sa politique contre la volonté de la majorité de la population. Elle pensait ainsi à la soumission au pouvoir hégémonial des USA («Intégration de la République fédérale allemande dans la communauté des valeurs occidentales»).

La chancelière est restée fidèle à sa devise de gouverner, même contre la volonté de la majorité de la population et elle l'a aussi annoncé fièrement à l'étranger. Par exemple à la Knesset le 18 mars 2008: Même «si dans les

sondages, une majorité nette des personnes questionnées en Europe dit que la plus grande menace pour le monde vient d'Israël et non de l'Iran», elle ne craindra pas, «d'amener l'Iran par d'autres sanctions plus strictes à stopper son programme nucléaire».

Dans sa déclaration devant le parlement allemand le 19 juin et dans celles faites lors du sommet de l'Union Européenne à Bruxelles les 19 et 20 juin, elle a – et cela de manière tout à fait subtile – de nouveau montré, après le non des Irlandais, ce qu'elle pense quand la majorité décide autre chose que ce qui lui plaît à elle. On doit répondre à la décision des Irlandais par une violation éclatante du droit. Le traité doit continuer d'être ratifié, on ne doit en aucun cas prendre le temps de réfléchir (Merkel: «L'Europe ne peut pas se payer une nouvelle phase de réflexion.») – et les Irlandais doivent renouveler leur référendum – jusqu'à ce que le résultat convienne à Merkel. Tout dans l'esprit de la raison d'Etat de Merkel: «La responsabilité de l'Allemagne pour l'union de l'Europe.» Il faut s'imaginer les adversaires du traité de Lisbonne utilisant le même procédé et exigeant qu'on renouvelle tous les votes parlementaires qui ont eu lieu jusqu'à présent jusqu'à ce que le résultat leur convienne.

Maintenant, il faut encore traduire le tout, c'est-à-dire la raison d'Etat de Merkel: En Europe, nous voulons mener la barque et encore plus actuellement avec les nouvelles majorités au Conseil européen qui nous préfèrent clairement, nous les Allemands; avec l'extension des décisions majoritaires au Conseil afin que nous puissions prendre des décisions avec les autres grandes puissances prêtes à la guerre sans tenir compte des petits Etats de l'UE); les objectifs visés par les USA sont aussi les nôtres (par exemple en Irak, où les grandes multinationales occidentales du pétrole comme *Exxon Mobil*, *Shell*, *Total* et *BP* doivent justement ces jours-ci avoir accès au pétrole irakien – sans appel d'offres public des droits de forage, et bien sûr nous le livrer; cela ne nous dérange pas que, dans un rapport actuel de l'organisation «Physicians for Human Rights», on constate une nouvelle fois que le gouvernement américain est un régime de torture); Israël peut encore à l'avenir ignorer le droit international et les droits de l'homme et entamer une guerre dévastatrice contre l'Iran, nous couvrons (et soutenons) cela dans tous les cas.

A moins que les Allemands mettent Angela Merkel à la raison et n'admettent pas plus longtemps d'être ignorés par la chance.

### «La situation politique de la ... »

suite de la page 1

pond à l'institution allemande – incontrôlable – du vote par correspondance.

Autres nouveautés pour moi: l'ambiance festive à l'extérieur des bureaux de vote installés souvent dans des écoles et la propagande électorale très objective pour laquelle tous les candidats ont reçu la même somme des pouvoirs publics, destinée notamment à leurs affiches (sur lesquelles figuraient, outre un portrait du candidat, un bref CV et son programme), exemple d'égalité des chances qui a pourtant été contestée avec véhémence par l'OSCE.

Cette objectivité que l'Allemagne ne connaît malheureusement plus depuis des décennies me donne l'occasion, en tant qu'Européen, de faire allusion à l'actuelle campagne présidentielle aux Etats-Unis. Sans vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des USA, il doit être permis de se demander ce qu'il en est là-bas de l'égalité des chances quand on sait que, d'après les chiffres publiés par le président de la Commission électorale, les 3 candidats des deux grands partis restés en lice ont reçu jusqu'ici plus d'un milliard de dollars, somme constituée essentiellement de dons. D'où viennent-ils et à quoi sont-ils destinés?

La violation du principe d'équité par cet «encouragement» financier provenant de milieux intéressés fait que le candidat libéral, *Bob Barr*, qui ne dispose pas de ce soutien, n'est guère mentionné publiquement. Au Bélarus, afin de garantir l'indépendance des candidats au Parlement et à la présidence, un tel financement de la campagne est interdit, bien

que l'occident continue de soutenir financièrement et de diverses manières les rares opposants qui, d'ailleurs, ne s'accordent pas entre eux. Résumons-nous: Les élections législatives de 2004 se sont déroulées correctement. Leur transparence a permis de constater que les 5 principes ont été absolument respectés. Le reproche d'absence d'équité formulé par les Etats-Unis s'avère injustifié et l'affirmation que les élections n'ont pas été libres est trop indigne pour qu'il vaille la peine de s'y attarder. Toutefois, dans un souci d'exhaustivité, je préciserai que toutes les élections à bulletins secrets sont naturellement libres. Toutes les accusations d'élections truquées que les Etats-Unis pourront formuler à l'avenir, pour des raisons de politique globale, doivent être considérées comme infondées au regard de nos valeurs européennes.

On trouvera mon rapport établi sous la foi du serment sur le site [www.franzmasser.de](http://www.franzmasser.de).

### Election présidentielle par référendum du 19 mars 2006

Avant d'aborder des particularités du Bélarus rapportées de toute évidence par des tiers, je renvoie à l'article «Anleitung zum Umsturz» (*Telepolis*, [www.heise.de/tp/r4/artikel/19/19596/1.html](http://www.heise.de/tp/r4/artikel/19/19596/1.html)), publié le 5 mars 2005 par *Christiane Schulzki-Haddouti*, dans lequel elle analyse le rapport «*Bertelsmann-Stiftung erarbeitet Strategiepapier für politischen Machtwechsel in Weissrussland*»; On trouvera l'original du document stratégique de la Fondation Bertelsmann à l'adresse [www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-0A000F0A-028466B6/bst/Belarus\\_Recommendations\\_FINAL\(1\).pdf](http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-0A000F0A-028466B6/bst/Belarus_Recommendations_FINAL(1).pdf).

qui nous permet encore de réagir. *Roland Nefl* l'a démontré en édictant immédiatement les nouvelles directives qui s'imposaient. On peut estimer correcte sa promesse d'élucider le drame à fond et de mettre à la disposition des victimes une personne de confiance. Mais son supérieur politique la suivra-t-il dans cette voie? En ce qui concerne le drame de l'avalanche à la Jungfrau, on attend toujours les résultats. Depuis plus d'un an, les parents des victimes n'ont pas eu de nouvelles. La promesse de Samuel Schmid d'accorder «une aide et un soutien illimités» ne fut guère autre chose qu'une mesure politique en communication puisqu'on était en période électorale. S'il répète actuellement ces mêmes propos, ce n'est que du vent, ce que comprend toute personne qui a étudié de près ce qui a suivi la catastrophe de la Jungfrau. Quant aux familles des victimes, elles ont bien de la peine à se voir rendre justice. Cela d'autant plus qu'elles n'ont toujours pas entendu de déclaration de prise de responsabilité sincère.

Voici un extrait du rapport des observateurs internationaux indépendants *Bernhard Buchwald*, *Volker Gremler* et *Franz Masser*: «Dans le cadre de notre mission d'observateurs internationaux indépendants, nous avons visité à l'improviste 20 bureaux de vote dans la province de Gomel et le district Rogatchev du 15 au 19 mars 2006. [...] Nous avons constaté partout que les locaux et les installations étaient conformes aux dispositions légales et aux normes internationales permettant des élections à bulletins secrets et par conséquent libres. [...] Nous avons rempli pour chaque bureau de vote le formulaire international adéquat.»

Voici maintenant ce que j'ai écrit dans mon rapport personnel, page 10: «Un des observateurs de l'OSCE (de Lituanie) a pris la parole pour demander plusieurs fois de manière agressive à quelle organisation j'appartenais. Il semblait ne pas accepter mes propos d'observateur international indépendant possédant une longue expérience professionnelle, par exemple de directeur de la police d'un des nouveaux Länder et, temporairement, de professeur de droit constitutionnel.» Et permettez-moi de citer pour finir un aveugle d'environ 55 ans que j'ai questionné après le scrutin: Notre président ne m'est pas très sympathique mais... [long temps de réflexion] depuis 10 ans nos routes sont de nouveau sûres, on ne cesse de les réparer, l'économie a été stabilisée et se développe peu à peu, nos retraités reçoivent leur pension non seulement à temps, mais intégralement, nous mangeons à notre faim et vivons en paix. J'ai voté Loukachenko.»

La désinformation a augmenté après mes observations sur place. Ainsi, le 25 mars, la station de radio *Deutsche Welle* a prétendu à tort que la police avait réprimé avec brutalité une manifestation de jeunes à Minsk sur la Place d'Octobre. La vérité est que la police a, au bout de 5 jours, après plusieurs invitations à quitter les lieux, évacué par la force, vers 3 heures du matin, un campement de 118 jeunes provocateurs et quelques journalistes installés illégalement dans une zone interdite. La plupart des jeunes gens sont montés dans des bus où ils ont été gardés à vue. Ma version (cf. [www.franzmasser.de](http://www.franzmasser.de)) n'a pas été diffusée, peut-être parce qu'à partir de midi, emmenés par un certain *Kozulin*, candidat à la présidence – qui n'a obtenu, par exemple dans la circonscription électorale 47 (Rogatchev) qui compte 44871 électeurs, que 268 suffrages (0,6%) – ses partisans s'étaient rassemblés dans le parc Yanka Kupala situé à proximité du quartier gouvernemental. Il essayait également, à mon avis de manière provocatrice et sans y avoir été autorisé, de fomenter une «révolution des pavots» et, ce faisant, se rendait coupable – selon le droit allemand, de 29 délits graves.

Ce qui frappait, c'était entre autres les tenues de cuir foncées des manifestants, les chants de combat rythmés et le commandement par téléphone portable. Témoin visuel de la scène, j'en ai délibérément parlé parce que *Kozulin*, toujours courtisé par des politiques occidentaux, est présenté faussement par les médias occidentaux comme un «prisonnier politique» et un «martyr politique». Ils ont ainsi prétendu que cet instigateur d'actions violentes illégales avait été sorti brutalement de sa voiture par des policiers, placé en garde à vue puis en détention provisoire pour «tapage». C'aurait été sans aucun doute la procédure juridique inévitable en Allemagne dans un tel cas. Mais naturellement, dans ce contexte, il était faux de prétendre, comme l'ont fait les médias, que ce «prisonnier politique» n'avait pas été autorisé à assister à l'enterrement de sa femme décédée des suites d'un cancer. La vérité est que les *Kozulin* étaient divorcés depuis 2 à 3 ans et que *Kozulin* avait obtenu une permission de sortie pour assister à cet enterrement.

Des collègues m'ont dit que les médias ont toujours caché le fait que les autorités aient fait savoir à l'ambassadeur d'Allemagne à Minsk, probablement au début de l'année, qu'elles étaient disposées à laisser *Kozulin* accompagner sa femme en Allemagne pour qu'elle puisse y subir un traitement anticancéreux. Mais manifestement, le «prisonnier politique» n'a pas profité à temps de cette offre humanitaire. Tous ces faits montrent le peu de crédit que l'on peut accorder à certains journaux et en particulier à certains politiques allemands.

### Le deux poids deux mesures de l'OSCE

Lorsqu'on lit la presse systématiquement, on se rend compte que l'OSCE porte manifestement un jugement différent sur les élections selon qu'elles ont lieu par exemple aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Bélarus. Je me contenterai d'évoquer un cas vérifiable qui s'est produit en Allemagne. Plusieurs dizaines de milliers de citoyens turcs ont participé illégalement aux élections législatives de 2002. J'ai signalé cette violation «tolérée» de la Constitution, qui constitue un acte criminel, à l'OSCE, mais elle n'a même pas accusé réception de mon courrier. On sait maintenant que cette fraude électorale portant sur plus de 6000 suffrages a permis à la SPD de conserver son droit à présenter un candidat à la Chancellerie. Cette fraude n'a jamais fait l'objet d'une enquête de l'OSCE en collaboration avec le Bundestag ni été poursuivie pénalement par les autorités allemandes compétentes. Voilà donc un exemple du deux poids deux mesures qui n'ajoute pas à la crédibilité de l'OSCE.

(Traduction *Horizons et débats*)

### «Notre Armée est-elle au service ...»

suite de la page 3

l'étranger, surtout dans des régions en guerre, la disponibilité de servir à l'étranger. Tous ces indices illustrent la nouvelle orientation de l'armée. Lors de la récente discussion au Parlement, s'agissant de légaliser les engagements à l'étranger d'officiers de carrière et de soldats en cours de répétition (ce qui fut d'ailleurs refusé) Samuel Schmid déclara que c'est normal pour toute entreprise d'envoyer des collaborateurs à l'étranger. En sommes-nous arrivés à traiter notre armée comme une entreprise cotée en bourse? Il ne manque alors plus qu'un petit pas pour en arriver à une armée privée – alors plus personne ne sera responsable en cas de malheurs comme ceux survenus à la Jungfrau l'année passée, sur la rivière Kander cette année ou peut-être l'année prochaine au Kosovo: ce ne seront plus que les risques du métier.

Il faut y mettre un halte-là. Malgré tout, nous avons toujours une armée de milice, ce

# Guerra en Afganistán – grave infracción a la Carta de la ONU

## Urgente apelación al Consejo de derechos humanos de la ONU

El miércoles 4 de junio, durante una sesión del Consejo de derechos humanos en el Palacio de las Naciones en Ginebra, tuvo lugar un encuentro informal sobre el tema: «The humanitarian Tragedy in Afganistán – Human Rights Violations and Health Effects» (La tragedia humanitaria en Afganistán – violaciones de los derechos humanos y consecuencias para la salud). Frente a interesados oyentes, entre ellos numerosos estudiantes, los conferenciantes presentaron un panorama tétrico y apelaron a la comunidad de los estados a tomar medidas. El encuentro fue organizado por las ONGs Centre Europe-Tiers Monde (Cetim) y por International Educational Development (ied).

thk. En la mesa redonda participaron el Profesor Mohammed Daud Miraki, politólogo afgano y experto en oriente medio y cercano, Dr. Daniel Güntert neumólogo y médico internista suizo, y el Dr. Alfred de Zayas ex funcionario de la ONU y Profesor en la School of Diplomacy en Ginebra. La discusión en la mesa redonda estuvo dirigida por la abogada Dr. Karen Parker, Presidenta de la organización no gubernamental International Educational Development y la Association of Humanitarian Lawyers.

### Siete años de guerra y sólo destrucción

Daud Miraki, quien regresó de Afganistán hace dos semanas, describió la estremeceadora situación actual en Afganistán: después de siete años de guerra (más larga que la segunda guerra mundial) el país está en un estado desolador. A pesar de las aseveraciones de los exponentes militares, no se ve reconstrucción alguna. Ni la cuota de analfabetos ni el número de los que dejan la escuela ha mejorado. Las llamadas ayudas humanitarias benefician sobre todo a las organizaciones internacionales, y sólo un mínimo a la población. El número de los que padecen hambre sigue aumentando, la agricultura está abandonada, las personas no se animan a trabajar la tierra por miedo a las luchas y los bombardeos de los ocupantes. Sólo el cultivo de la droga es floreciente, sobre todo en las zonas que están bajo control de los aliados.

### Los habitantes están hartos

El gobierno actual de Karsai, que Miraki caracteriza como un gobierno marioneta manejado por EE.UU., no tiene ningún apoyo popular y es despreciado por la mayoría. Su influencia no va más allá de Kabul y se apoya en el poder de EE.UU. y sus aliados, pero la influencia de éstos va decreciendo cada vez más. La población desprecia y rechaza los métodos de los ocupantes. La fuerza bruta con la que tratan a la población en la «caza de terroristas» es indescriptible y es una grave violación de las Convenciones de Ginebra y los derechos humanos: por ejemplo, a la noche secuestran arbitrariamente a los hombres de sus casas para torturarlos o asesinarlos sin motivo. Los habitantes están hartos y quieren que los ocupantes se vayan cuanto antes.

### Imágenes del horror

El Profesor Miraki se refirió a otro problema de gravedad: la contaminación del medio ambiente por el uso de armas nuevas y aún desconocidas, sobre todo bombas UE (uranio empobrecido). Como consecuencia de los bombardeos, hay zonas enteras, como en Irak, que se han tornado inhabitables. La población en esas regiones padece terribles enfermedades, sobre todo cáncer y deformaciones genéticas. Tanto el número de muertos de cáncer, como el de recién nacidos con deformaciones, ha aumentado de forma rasante. Miraki documentó sus testimonios con imágenes y estadísticas. Demostró su comprensión por la lucha de resistencia de la población contra las tropas norteamericanas y sus aliados, que no tiene nada que ver con terrorismo, sino que es una lucha armada legítima contra una ocupación ilegítima.

Seguidamente, el neumólogo Dr. Daniel Güntert explicó los efectos de las armas de



Prof. Daud Miraki, Dr. Daniel Güntert, Dr. Karen Parker y Prof. Alfred de Zayas. (foto thk)

uranio en el organismo humano. Mostró como las nanopartículas radiactivas que resultan de la explosión de armas con uranio, entran en el cuerpo humano y destruyen la estructura celular, con consecuencias devastadoras para el organismo.

### Hechos medicinales sobre la contaminación con UE

Las repercusiones sobre la salud dependen de la cantidad, la frecuencia y la duración de la exposición al UE. Una dosis alta ataca las vías respiratorias y en pocos días lleva a la muerte. Dosis menores provocan síntomas no específicos (cansancio, caída de cabello, diarrea etc.), debilitamiento del sistema inmunitario, diversas reacciones infecciosas (riñones, infecciones crónicas del aparato respiratorio), cambios en los cromosomas (lo que lleva a deformaciones en los recién nacidos), diversos tipos de cáncer (de pulmón, hígado, piel, leucemia, ganglios linfáticos etc.).

Dr. Güntert explicó que es sabido que para la radiación ionizante hay una relación lineal entre dosis y efecto, y que las dosis son acumulativas. Una vez que el cuerpo las ha asimilado, las partículas de UE pueden dañar las células humanas hasta mil veces más que los rayos X.

Después de una explosión de munición UE, se producen altas temperaturas que hacen que UE se oxide (óxido de uranio UO<sub>2</sub>). Ese metal, al quemarse, forma partículas de 1 hasta 10 µm o aún inferiores, similares a un polvo muy fino. La inhalación es el camino más directo para la contaminación: esas finas partículas entran en el cuerpo a través del aparato respiratorio y penetran en el tejido pulmonar (alvéolas); las más pequeñas de ellas (menos de 5 µm) atraviesan las membranas de las alvéolas y llegan hasta el aparato circulatorio. Es decir, los soldados y los civiles expuestos inhalan pequeñas partículas radiactivas que se fijan en el tejido pulmonar y, transportadas por la sangre, en cualquier otro órgano.

### Aumento de los casos de cáncer

Se hicieron diversos estudios epidemiológicos con trabajadores en minas de uranio y en la industria atómica. Esos estudios muestran una relación entre la exposición al uranio y un creciente riesgo relativo de cáncer de pulmón o fibrosis pulmonar. Entre personas que trabajan en la transformación del urán se observó un aumento de distintos tipos de cáncer (del sistema linfático, cerebro, riñón, mama, próstata y pulmón).

Según estudios hechos por Lauren Moret, veteranos de la guerra del Golfo que estuvieron expuestos a UE, sufrían de tumores cerebrales y diversos trastornos en el cerebro.

Debido a la doble capacidad tóxica del urán, radiológica y química, resulta difícil determinar los riesgos cancerosos de UE. En pruebas de sangre de veteranos, se pudo demostrar que UE provoca una mutación de distintas células humanas (células osteoblásticas), en un carcinoma fenotipo, y anomalías en los cromosomas o daños genéticos.

Después de inhalar UE, las células más importantes que son atacadas son las macrófagos y epiteliales. Las macrófagos operan sobre todo en el sistema inmunitario. Producen diversas sustancias que ayudan a regular reacciones infecciosas.

La respuesta a una infección es un componente esencial de las propias defensas; infecciones excesivas, persistentes o patológicas favorecen el surgimiento de enfermedades, entre ellas de cáncer (hasta aquí la exposición del Dr. Güntert).

Los hechos son alarmantes y muestran los efectos devastadores de esas armas; como lo ha dicho Karen Parker en repetidas situaciones, su uso está prohibido por ser una grave infracción a las Convenciones de Ginebra.

### Una guerra genocida

El último conferenciante fue Prof. Alfred de Zayas. Él puso su atención sobre el aspecto del derecho internacional en la tragedia afgana. Recordó que las Naciones Unidas se crearon para lograr y velar por la paz y no para hacer guerras. La función del Consejo de Seguridad es impulsar la paz y no imponer la paz por medio de bombardeos. Esa es la paz de los cementerios. De acuerdo al Artículo 2 (3) de la Carta de la ONU, todos los 192 miembros están obligados a solucionar litigios por medios pacíficos. Cuando se quiere obligar al Talibán a una «capitulación incondicional» esto levanta el fantasma del genocidio. Tenemos que reflexionar y demandarnos porqué la ONU, desde hace siete años, hace la guerra en Afganistán. El Dr. de Zayas pregunta: «¿Es esto compatible con la Carta de la ONU? ¿Es esto a favor o en contra del pueblo de Afganistán?». Decenas de miles de civiles han sido muertos en nombre de las Naciones Unidas. El país ha sido apestado usando substancias químicas y armas UE. Ésto es contrario a la Convención de Ginebra de 1949 y al mandato de proteger el planeta – herencia común de toda la humanidad. Pareciera que en las úl-

timas dos décadas, la santa obligación de la organización ha sido apresada para mantener la hegemonía de los estados poderosos. Mientras que la autodeterminación es considerada como Jus cogens o derecho internacional ineludible, se le niega ese derecho al pueblo afgano.

Es el momento de parar con los bombardeos y los «daños colaterales» en la población civil. Es el momento de retirar las tropas extranjeras, que son consideradas por la mayoría de la población afgana como ocupantes y no como libertadoras. Sí, la doctrina «Responsability to Protect» exige de las Naciones Unidas proteger al pueblo afgano de la destrucción de su existencia y su entorno. El continuar esta guerra no tiene sentido y es criminal, como lo fue el bombardeo de Vietnam del Norte, Laos y Camboya por EE.UU. en los años 60 y 70. Será necesaria una ayuda masiva de reconstrucción para reparar los daños cometidos hasta ahora. Para terminar dijo el Dr. de Zayas: se lo debemos al pueblo de Afganistán en nombre de los derechos humanos y la solidaridad internacional.

En la discusión al cierre, muchos de los presentes exigieron que se transfiriera al Consejo de derechos humanos estas violaciones, con el llamado urgente de poner lo más pronto posible un reportero especial tanto para Afganistán como para Irak (ver recuadro). EE.UU. y sus aliados podían hasta ahora hacer lo que quisieran sin ser tomados en cuenta por la opinión pública. Se habló nuevamente del genocidio que se está realizando lentamente por el uso de las armas con uranio.

La ONU también dispone de mecanismos que permiten una rápida investigación sobre estos hechos. La comunidad internacional tiene que reaccionar; no es posible que bajo el pretexto de la liberación de la mujer, democracia y lucha contra el terrorismo se ignore el derecho internacional y la comunidad internacional guarde silencio. El acto dejó sentada una clara señal que no podrá quedar sin efectos.

Proyecto de derechos humanos «International Educational Development»  
Oficina de las Naciones Unidas, San Francisco, California

8ª Sesión del Consejo de derechos humanos de la ONU

### Situaciones en los derechos humanos que hacen imprescindible la atención del Consejo\*

La «International Educational Development» se ocupa de tres situaciones – en Afganistán, Irak y Sri Lanka – en las cuales, desde largo tiempo, tienen lugar conflictos armados; en estos lugares no hay ni un reportero especial ni un experto de independiente item 10 (para apoyo técnico y organización eficiente de las instituciones de derechos humanos). La situación en esos tres países ilustra las trágicas consecuencias que resultan cuando el Consejo se deja arrinconar por ciertos actores (que no se limitan a los gobernantes de esos países) y entonces demuestra su ineffectividad cuando se trata de poner fin a la mortandad, las hambrunas en las víctimas civiles de los conflictos armados, el genocidio premeditado y otras graves violaciones de los derechos humanos.

En Afganistán las tropas de EE.UU. están obligadas por ley a garantizar las necesidades vitales de la población civil. Sin embargo, cientos de miles de ciudadanos afganos, sobre todo mujeres y niños, no tienen para comer. Ésto no es sólo en las regiones rurales sino también en Kabul, que supuestamente está bajo control de las fuerzas militares extranjeras.

El Consejo debe proceder. En Irak la situación está de tal modo fuera de control, que cientos de miles de iraquíes cubren los criterios para asilo político. Los hospitales siguen siendo atacados y, al

igual que en Afganistán, el uso de armas de uranio ha llevado a un crecimiento masivo de recién nacidos deformados, cáncer y otras enfermedades, y ha inutilizado gran parte del terreno destinado a la agricultura.

El Consejo debe proceder. En Sri Lanka, el interés geopolítico de EE.UU. en instalar bases militares en las regiones de los tamiles, ha llevado a una presión mayor de EE.UU. sobre la UE, el Reino Unido y Canadá.

Lo que sin lugar a dudas es un conflicto armado, se lo convierte en terrorismo y lucha contra el terrorismo, lo que conduce a ignorar totalmente el derecho internacional humanitario y a un intento racista de demonizar al pueblo de los tamiles en general. Para ese conflicto no habrá solución mientras se opere con el concepto «terrorismo». Para ese conflicto no habrá solución mientras el pueblo de los tamiles siga siendo agredido de ese modo tan racista. El Consejo, en acuerdo con los deseos del Alto Comisario y sus mandantes, debe intervenir para que se amplíe la competencia del Alto Comisario en Sri Lanka. Si las autoridades siguen oponiéndose, el Consejo debe llamar a una reunión extraordinaria.

\* Dos días después de ese encuentro informal en la ONU, Karen Parker, como presidenta de la ONG International Educational Development, habló en el Consejo de derechos humanos y presentó reclamaciones concretas.



## La science au service de la guerre

### La science a pour but de protéger et non d'anéantir la vie

par Rudolf Hänsel

L'humanité attend à juste titre de la science qu'elle aide à résoudre les problèmes urgents comme la guerre, la pauvreté, la faim, la maladie et l'injustice sociale, mais de plus en plus de scientifiques vendent leur savoir, leur savoir-faire et souvent également leur âme au complexe militaro-industriel et médiatique. Ils s'éloignent même tellement de leur humanité qu'ils aident à perfectionner des moyens d'anéantissement total de l'humanité. La détermination des populations des pays pauvres en est la conséquence, voire l'objectif. On laisse les populations dans l'ignorance en gardant secrets les projets de recherche, on leur ment en leur faisant croire qu'on poursuit des buts humanitaires.

La première partie de cette série d'articles traite le sujet en prenant pour exemple la technologie militaire – fondée sur la nanotechnologie – des armes à l'uranium appauvri et des armes biologiques comme le sida et le SRAS. Nous consacrerons un autre article à des exemples tirés des sciences humaines qui viennent au secours des bellicistes au lieu de s'opposer à eux. Dans un troisième article, nous montrerons qu'il y a eu de tous temps des scientifiques qui se sont engagés en faveur de la protection de la vie et de la paix. Il s'agira de voir comment les forces sociales responsables de l'éducation, de l'école, de la justice, de la recherche, de l'économie et de la politique peuvent unir leurs forces pour rappeler aux scientifiques leurs responsabilités envers les citoyens et la communauté et les amener à respecter des normes éthiques dans leurs travaux scientifiques.

**Nanotechnologie: «Les nanostructures, ces nouveaux éléments minuscules, permettront d'accomplir de grandes choses.»**

Il y a quelque temps a paru dans un grand quotidien allemand une annonce en pleine page de l'industrie chimique. Un prix Nobel de physique né en 1947 y évoque les avantages supposés de la nanotechnologie (NT). Lui-même a contribué il y a un quart de siècle à faire avancer la NT en inventant un microscope à effet tunnel qui permet d'observer des atomes et des molécules. Le préfixe *nano* sert à désigner les particules dont une dimension est inférieure à 100 nanomètres (1 nm = 1 milliardième de m) et selon ce scientifique,

#### Courrier des lecteurs

### Les chimistes allemands ne veulent pas permettre de discussion sur les projectiles à l'uranium

En tant que docteur de la chimie on ne voit jamais aussi absolument et complètement rouge – et cela de manière intransigeante – que lorsqu'il s'agit de la radiation nucléaire!

L'uranium 235 a une demi-vie d'environ 0,7 milliards d'années (!), et bien sûr que la charge de la radiation est cumulative pour ce qui est de la matière biologique (les cellules et les tissus).

C'est difficile à saisir pour le public, mais pas difficile – comme on pourrait supposer – pour mon association de chimistes, la «Gesellschaft Deutscher Chemiker» [Société des chimistes allemands] (GDCh, environ 30000 membres, comprenant aussi des membres internationaux). Jusqu'il y a peu, c'était l'association de chimistes la plus réputée du monde. Or, sous la présidence de Monsieur Winterhalter, ce n'était malheureusement pas ainsi. A ma lettre, par laquelle j'ai demandé (en tant que membre!) à la GDCh de mettre toutes les compétences et toute la renommée de cette société en valeur pour combattre le crime des projectiles à l'uranium (ils sont au rang immédiat après la bombe atomique et ont le même effet) et de les proscrire publiquement du point de vue des chimistes, on n'a même pas répondu, et aucune réaction n'est venue du côté de cette association. Et cela à un moment où la GDCh venait tout récemment d'adopter les «règles éthiques de conduite du chimiste» comme une norme volontaire et obligatoire valable pour ses membres.

#### Science et morale

«Grâce à de vastes connaissances et à l'utilisation ciblée de nombreuses lois objectives du monde matériel, l'humanité a atteint un haut niveau de développement technique et technologique. Mais en cherchant à appliquer les acquisitions les plus récentes du progrès scientifique et technique, l'humanité a perdu de vue sa sphère spirituelle et morale. Elle a presque totalement ignoré ce domaine qui existe également et se développe selon des lois précises. Ces lois ne sont pas moins objectives que celles du monde matériel. Une loi fondamentale de l'univers a été violée qui veut que le niveau du développement intellectuel et moral de l'humanité devrait toujours être un peu plus élevé que celui du progrès scientifique et technique.

C'est dans ce cas seulement que l'homme prend conscience de son devoir d'utiliser les remarquables acquis de la science et de la technique au profit du bien commun, de la prévention de la faim, de la misère et des maladies partout dans le monde.»

Extrait d'un discours de Tchingbiz Aïmatov prononcé à l'EPF de Zurich en 2000

la nanotechnologie permet de travailler sur des atomes précis.

Ce professeur de physique commence par énumérer des produits industriels créés grâce à la NT, comme des poêles et des peintures pour voitures «extrêmement solides» qui sont également «d'un entretien facile» ainsi que des matériaux «tout à fait nouveaux aux propriétés supérieures à celles des métaux». En outre, des nanosystèmes biologiques ont été étudiés «pour être utilisés en médecine et dans la technique», de même que de «nouvelles techniques de combustion [...] qui produisent de l'énergie ne dégageant pas de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère». On place également de grands espoirs dans les nanoprocédés «dont la production est moins chère que celle des puces actuelles» et qui sont plus intelligents. Selon notre professeur, la NT apportera beaucoup à la médecine. Dans les thérapeutiques du cancer, on introduit des «nanoparticules jusque dans les cellules cancéreuses où elles sont chauffées par agitation magnétique et détruisent des cellules de manière ciblée.» «Grâce à la nanotechnologie notamment, on sera un jour en mesure de s'attaquer à des virus et de lutter ainsi contre des pandémies qui menacent le monde.» Etant donné qu'en NT certaines choses sont encore «en voie de développement, des craintes peuvent apparaître dans la population à leur sujet, par exemple à propos des puces intelligentes.» Aussi doit-on «communiquer ouvertement et créer ainsi une confiance fondamentale dans la science.» «Nous autres chercheurs»,

affirme-t-il avec force, «nous aventurons en terre inconnue, mais nous réduirons les risques autant qu'il est possible.»

Ceux qui désirent en savoir davantage sur la NT sont invités, au bas de l'annonce, à « chatter » sur Internet avec des spécialistes. Le sujet de discussion est le suivant: «Les nanostructures, ces nouveaux éléments minuscules, permettront d'accomplir de grandes choses.»<sup>2</sup>

Le profane va se sentir interpellé par les promesses de cette annonce, le cancéreux va peut-être reprendre espoir, notamment parce que les scientifiques célèbrent la NT comme une «nouvelle révolution industrielle»<sup>3</sup>. Il n'aura pas l'idée de se méfier de ces belles promesses car il part du principe que les scientifiques obéissent à une éthique stricte. De plus, il fait confiance à l'Etat pour contrôler les scientifiques qui en dépendent puisque leurs recherches sont financées par les deniers des contribuables.

#### Nanotechnologie: effets dévastateurs sur la santé

Si l'on prend la peine de lire les rapports de recherches sur la NT facilement accessibles sur Internet, on arrive à d'autres conclusions. On constate avec effroi que la NT est une technologie extrêmement dangereuse pour l'homme. L'annonce est un exemple de désinformation médiatique de l'industrie chimique qui a mis à contribution un prix Nobel.

Hiltrud Breyer, députée européenne spécialiste de la protection de l'environnement et des consommateurs, du génie génétique et de la bioéthique, a publié dans les *Blätter für deutsche und internationale Politik*<sup>4</sup> un article intitulé «Risiko Nanotechnologie» dans lequel elle nous met en garde: La NT est entrée «insidieusement, de manière quasi imperçue» dans nos vies et «les consommateurs sont utilisés comme des cobayes sans défense pour les nanoproduits». Ces produits sont parvenus librement sur le marché «bien que la NT recèle des risques considérables». La Commission européenne reconnaît, dans un document intitulé *Nanosciences, nanotechnologie, un plan d'action pour l'Europe 2005-2009*, que la toxicité et les risques pour la santé dus aux nanoparticules peuvent être plus dangereux que ceux provenant de particules plus grosses mais malgré cela, elle a doublé le budget de la recherche à partir de 2007.

Concernant les effets incalculables de la NT sur la santé, Breyer écrit: «Etant donné que la surface des nanoparticules est plus importante par rapport à leur taille, elles sont beaucoup plus réactives, mais également beaucoup plus dangereuses. [...] On fait en sorte que les nanoparticules synthétiques ne se lient pas à des particules plus grosses afin qu'elles soient moins dangereuses.» Les nanoparticules peuvent, «via les poumons et le système digestif, parvenir dans la circulation sanguine et de là dans tous les organes, y compris dans le cerveau, car elles passent la barrière hémato-encéphalique qui empêche normalement la plupart des substances de pénétrer dans le cerveau». Comme leur petite taille fait qu'elles ne sont pas reconnues comme des corps étrangers par le système immunitaire, elles peuvent déclencher des inflammations et des allergies. Dans des expériences sur des souris, les nanoparticules ont causé «d'importants dommages gé-

nétiques au coeur et à l'aorte.» Selon Breyer, dès 2004, la compagnie de réassurance *Swiss Re* mettait en garde contre «des risques incalculables», établissant un parallèle avec l'amiante, «où l'on a mis 100 ans pour en reconnaître les risques».

Selon Breyer, il n'est pas étonnant que les Etats-Unis, ces fauteurs de guerre, consacrent la moitié du budget alloué aux recherches en NT aux applications militaires. Il est question d'optimiser les tenues des soldats, de développer de nouvelles armes et même d'«optimiser» des aptitudes comme l'intelligence, la mémoire ou la force physique.

#### Nanotechnologie: les armes nucléaires de quatrième génération doivent permettre de tuer de manière parfaite

C'est essentiellement le complexe militaro-industriel qui a recours à la NT et les prétendus avantages mentionnés dans l'annonce ne sont que des sous-produits de la fabrication d'armes de guerre.

Un rapport de 2004 destiné à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et portant sur «les implications des nanotechnologies pour la sécurité»<sup>5</sup>, présente de manière détaillée les avantages militaires de la NT. Selon le rapporteur, la NT va améliorer considérablement la technologie militaire: «En 2002, le *Massachusetts Institute of Technology (MIT)* a créé l'*Institute for Soldier Nanotechnology (ISN)* avec une dotation de l'Armée américaine de 50 millions de dollars sur cinq ans». L'objectif de ce centre de recherches est de mettre au point, à l'aide de la NT, une tenue de combat multifonctionnelle qui améliore la protection contre les armes biologiques et chimiques. «Certaines visions plus futuristes entretiennent même la possibilité, grâce aux nanotechnologies, de développer des robots de combat autonomes et d'une utilisation militaire de l'intelligence artificielle.» Le physicien suisse *André Gsponer*, directeur de l'*Independent Scientific Research Institute* de Genève, va jusqu'à penser que «la NT peut effectivement, grâce à des substances résistant à la chaleur et aux radiations, contribuer à miniaturiser et à rendre plus sûres les bombes nucléaires.» Il s'agirait là d'une bombe «propre» de faible puissance explosive et à combustible thermonucléaire qui ne contient pas ou très peu de matériel fissile et destinée à pénétrer dans le sol.

Selon une émission de télévision de *rainews*<sup>6</sup>, «les armes nucléaires de quatrième génération provoquent une contamination radioactive limitée, mais leurs propriétés spécifiques ne sont pas encore divulguées par les militaires». Le physicien nucléaire interrogé est d'avis qu'on a affaire là «à de nouveaux processus nucléaires». On pourrait faire fondre 30 à 40 tonnes de blindés lourds en acier et les corps des soldats tués seraient noirs sans qu'il y ait de traces de brûlures. Selon des rapports provenant de régions en guerre du monde entier, il semble que de telles armes soient utilisées depuis les années 1990. Et on appelle cela des bombes «propres»?

Au point 20, le rapporteur de l'OTAN écrit ceci: «Les possibilités d'innovation des nanotechnologies dans les armes chimiques et biologiques sont particulièrement inquiétantes parce qu'elles permettent d'améliorer sensiblement les vecteurs d'agents ou de substances toxiques. La capacité des nanoparticules de pénétrer l'organisme humain et ses cellules aurait pour effet de faciliter grandement la guerre chimique ou biologique, de la gérer et de cibler directement des groupes ou des individus particuliers.»<sup>7</sup> Dans son livre intitulé «Die geplanten Seuchen – Aids, Sars und die militärische Genforschung», *Wolfgang Eggert* caractérise très bien le phénomène: «Ici, des scientifiques bénéficiant de financements importants font des recherches sur l'anéantissement de l'humanité grâce à l'arme biologique.»<sup>8</sup>

La Russie également ne veut pas être en reste dans le domaine de la NT. A en croire la presse, il est question, dans le cadre d'un gros effort d'investissement, de consacrer 200 mil-

## «La science au service de la guerre»

suite de la page 6

liards de roubles à la recherche nanotechnologique et de créer, grâce à de nouveaux matériaux et à des nanomachines, de nouvelles armes dévastatrices. Au sein d'un Conseil de nanotechnologie récemment mis en place, on trouve, à côté de politiques de premier plan, d'éminents représentants du capital industriel et de la science.<sup>9</sup> Il n'est pas étonnant que vu cette nouvelle course aux armements les banquiers présentent le secteur nanotechnologique avec des superlatifs et pronostiquent un chiffre d'affaires de 700 milliards de dollars pour 2008.<sup>10</sup> Et comme l'Allemagne est à la pointe en matière de NT,<sup>11</sup> le savoir-faire allemand devrait présenter un grand intérêt pour l'industrie d'armement américaine qui marche à plein rendement.

### Armes radioactives à l'uranium: génocide ou omnicide à crédit

La NT n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce que, comme l'écrivait *Einstein*, le savant «s'avilit au point de contribuer, en toute obéissance, à perfectionner les moyens qui permettront la destruction totale de l'humanité.»<sup>12</sup> Un autre exemple est constitué par le développement des armes radioactives à l'uranium, deuxième arme de destruction massive après le Zyklon B qui a été mise au point en Allemagne. En utilisant dans leurs guerres contraires au droit international des armes à l'uranium contre la population civile de Yougoslavie et d'Irak dans les années 1990, contre l'Irak et l'Afghanistan et, avec Israël, contre le Liban dans les premières années de ce siècle les Anglo-Américains ont commis un génocide et un omnicide à crédit. *Horizons et débats* a publié de nombreux articles à ce sujet.<sup>13</sup> L'uranium appauvri (UA), produit résiduel des centrales nucléaires, est utilisé pour fabriquer des munitions à très fort pouvoir de pénétration destinées à attaquer des blindages ou les murs de béton épais de plusieurs mètres des installations nucléaires souterraines. Au moment de l'impact de la munition sur la cible, à la suite d'un énorme dégagement de chaleur, une poussière de nanoparticules d'uranium se répand dans l'atmosphère et empoisonne et irradie les hommes, les animaux et la végétation. La demi-vie des particules d'UA est de 4,5 milliards d'années.<sup>14</sup> *Albrecht Schott* estime que l'UA est «un exemple d'intervention dans la création qui en menace l'existence» et «une arme dirigée non pas contre les Etats mais contre la planète»<sup>15</sup>. L'utilisation de cette arme constitue une violation patente de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* de 1948 issue des Procès de Nuremberg.<sup>16</sup>

### Sida et SRAS, autres armes de destruction massive mises au point par des scientifiques?

D'après les recherches de Wolfgang Eggert, il semble que le sida et le SRAS soient des armes biologiques «inventées» dans des laboratoires de haute sécurité américains pour exterminer des hommes. Ce qu'il rapporte dans son livre «Die geplanten Seuchen – Aids, Sars und die militärische Genforschung» sur l'apparition du sida est presque incroyable. En 1969, le ministère américain de la Défense aurait demandé un crédit de 10 millions de dollars destiné à des recherches de développement d'un nouveau virus qui détruirait le système immunitaire et contre lequel il n'existerait pas de thérapeutique.<sup>17</sup> Selon le directeur adjoint du Département de la recherche du Pentagone, «la possession de ce virus donnerait aux Etats-Unis la supériorité militaire absolue.» Le crédit fut accordé et les scientifiques les plus capables – parmi lesquels *Robert Gallo*, le «découvreur» du VIH, se mirent au travail. Dix ans après, les premiers cas de sida survinrent aux Etats-Unis.

Ainsi, le sida serait une arme biologique de destruction massive développée par le génie génétique militaire et utilisable pour dépeupler le continent africain, par exemple, afin que les «global players» alliés à l'appareil militaire puissent l'exploiter plus facilement. Eggert écrit: «Il y a un demi-siècle, la fission de l'atome a créé la première menace d'anéantissement mondial. Aujourd'hui, les scientifiques manipulent les gènes et créent de nouvelles maladies qui recèlent un potentiel destructeur



Albert Schweitzer à Lambaréné. A son époque, des scientifiques se sont engagés en faveur de la protection de la vie et de la paix. (photo key)

tout aussi inquiétant.»<sup>18</sup> Selon *Henry Kissinger*, qui fut il y a 30 ans ministre américain des Affaires étrangères et chef du *Conseil national de sécurité* et qui rédigea le «National Strategic Security Memorandum 200» (NSSM 200), le dépeuplement devait être «la première priorité de la politique américaine vis-à-vis du tiers-monde» [...] parce que l'économie américaine avait besoin «de davantage de matières premières en provenance d'outre-mer, avant tout des pays moins développés».<sup>19</sup>

Selon les Nations Unies, au cours des 20 prochaines années, le sida fera dans la plupart des pays touchés par la pandémie 68 millions de morts si rien de décisif ne change d'ici là. Les plus vulnérables sont les jeunes gens mal ou pas du tout informés.<sup>20</sup> Dans la seule année 2005, plus d'un million de jeunes, dont deux tiers de jeunes filles, ont été contaminés par le VIH.<sup>21</sup>

Selon le reporter d'une radio africaine, il n'y a plus de place dans les cimetières pour enterrer les nombreux morts du sida.

La seconde arme biologique créée par les scientifiques qu'Eggert décrit dans son ouvrage est le virus du SRAS. A l'en croire, ce virus a été vraisemblablement créé artificiellement en tant que «moyen de guerre de bas niveau». Il a été «mis en circulation» en Asie et a freiné la stupéfiante croissance économique de la Chine.<sup>22</sup>

### La science au service de la guerre

Les préparatifs de guerre par le complexe militaro-industriel et médiatique n'est pas possible sans la participation de nombreux scientifiques qualifiés relevant de beaucoup de domaines différents. Il semble que ledit complexe peut compter sur leur collaboration plus ou moins empressée. Ces liens étroits ne datent pas d'aujourd'hui.

Le 29 août 1915, une année après le début de la Première Guerre mondiale, la «Berliner Illustrierte Zeitung» écrivait, dans un article intitulé «La science et la guerre»: «La guerre brutale semble encourager tout autre chose que la recherche pacifique. Dans cette guerre, le travail scientifique remporte des victoires. [...] Les chercheurs et les savants allemands ne cessent d'inventer des armes étonnantes pour nos armées victorieuses.»<sup>23</sup>

Les recherches sur les gaz de combat et leur fabrication en vue de les utiliser dans la Première Guerre mondiale, celles concernant le Zyklon B utilisé dans la Seconde Guerre mondiale, le programme Manhattan relatif à la mise au point de la bombe d'Hiroshima, le développement de la bombe à hydrogène dans les années 1950, l'utilisation du défoliant «Agent Orange» – substance toxique provoquant des malformations de l'embryon – pendant la guerre du Vietnam dans les années 1960-70, de même que les recherches sur les armes biologiques commencées dans les années 1920 en Union soviétique, en Grande-Bretagne, au Canada et aux U.S.A. sont des chapitres particulièrement sombres de la recherche scientifique du siècle dernier.<sup>24</sup>

De quoi les hommes vont-ils encore être capables? Les recherches d'Afrique du Sud

## Tentative d'influence des multinationales de l'énergie nucléaire sur le site «Wikipédia»

Celui qui recherchait les termes «centrales nucléaires», «centrales atomiques» ou «centrale nucléaire de Biblis», «centrale atomique de Leibstadt» ou un terme semblable sur Google, trouvait d'abord les pages critiques du *www.bund-freiburg.de*.\*

Certaines de ces pages étaient consultées jusqu'à 10000 fois en peu de temps et c'est pourquoi celles-ci ne plaisaient pas aux lobbys de l'énergie nucléaire.

Depuis qu'en Suisse une demande pour une nouvelle centrale nucléaire a été déposée, on ne trouve plus ces pages critiques du Bund sur Google.

### Wikipédia & centrale nucléaire & lobbys de l'énergie nucléaire

Depuis longtemps déjà, les tentatives d'influence des lobbys de l'industrie atomique bien organisés sont vives et ont malheureusement du «succès» sur de nombreuses pages allemandes et suisses de Wikipédia. Souvent, il n'y a aucune information sur les rejets radioactifs lors d'un «fonctionnement normal», sur les risques de cancers et d'accidents.

Nous n'avons jamais essayé d'influencer le site de Wikipédia, cependant nous avons placé sur chaque page de Wikipédia relative aux centrales nucléaires un lien menant à notre site afin de créer au moins un semblant d'équilibre. (Par exemple le lien menant de la page Wikipédia sur Biblis à la nôtre concernant la centrale nucléaire de Biblis.)

Depuis des mois, ces liens guidant sur nos pages sont souvent effacés, les liens unilatéraux menant aux pages des exploiters de centrales nucléaires sont restés.

Depuis mai 2008, tous les liens conduisant aux pages du Bund relatives aux centrales nucléaires se situent sur la liste pourriel de Wikipédia.

Depuis, on ne trouve plus non plus sur Google nos pages relatives à l'énergie atomique ce qui constitue une certaine catastrophe en ce qui concerne le libre accès à l'information.

Il est assez honteux pour une encyclopédie «libre» de laisser les liens menant aux pages

des multinationales de l'énergie atomique sans critique, tandis qu'elle efface ceux conduisant aux pages critiques des organisations non gouvernementales.

Cette attaque montre bien sûr combien nos informations sont mal vues par les lobbys de l'industrie atomique, même si l'on avance des arguments tout à fait différents quant aux raisons de la radiation et du classement sur le pourriel.

C'était bien d'avoir anticipé en «garant» les textes les plus importants sur l'énergie atomique sur mon site privé (*www.mitwelt.org*) que Google laisse au moins encore actuellement apparaître ...

Le fait qu'on trouve en partie la «novlangue» d'Orson Welles sur les pages de Wikipédia traitant de l'énergie nucléaire s'accorde bien avec tout cela. Dans de nombreux articles, on parle de «cheminée d'extraction de l'air». On sous-entend par là, la cheminée à travers laquelle chaque centrale nucléaire, lors d'un fonctionnement dit normal, renvoie à son environnement la radioactivité susceptible de provoquer le cancer.

Mais à l'époque des «parcs de traitement de déchets», la «cheminée d'extraction de l'air» sonne mieux.

L'association régionale du Bund pense que le mouvement écologiste ne doit pas abandonner Wikipédia aux branches publicitaires des groupes d'énergie atomique. Ce que nous vivons depuis de nombreux mois, c'est une guerre autour de l'Internet et de Wikipédia, un conflit moderne autour de l'accès aux informations. Il existe des indices comme quoi des inconnus s'inscrivent sur nos listes de publipostage pour déclarer nos informations par voie électronique comme «pourriel».

L'acuité de tels conflits s'amplifiera encore à l'avenir. Nous savons que la manipulation par Wikipédia a été un sujet traité lors de congrès organisés par les lobbys en matière d'énergie nucléaire.

Le mouvement écologiste ne devrait pas laisser sans combattre la «libre encyclopédie» Wikipédia aux mains de l'industrie atomique.

Source: Axel Mayer/BUND Geschäftsführer, Freiburg, *www.bund-freiburg.de*

\* Bund Freiburg est une association allemande pour l'environnement et la protection de la nature

concernant une drogue rendant stérile afin de réduire «humainement» la population noire («bombe raciale») ou celles d'Israël concernant une «bombe ethnique» dirigée contre les Arabes sont le produit monstrueux de cerveaux de politiciens et de scientifiques sans conscience morale.<sup>25</sup> Et qu'est-ce qui nous attend au XXI<sup>e</sup> siècle?

En 1998, les scientifiques du *Forschungsverbund Naturwissenschaft, Abrüstung und internationale Sicherheit (FONAS)* a, dans un «mémoire de recherches», attiré l'attention sur «une révolution dans le domaine militaire» que se prépare aujourd'hui dans les laboratoires:

«La prise en compte de l'espace, l'électronisation et l'automatisation du champ de bataille, le développement de nouveaux types d'armes et l'augmentation de la précision et du pouvoir de pénétration des armes renforcent à nouveau la dynamique de la course aux armements. [...] Aux Etats-Unis, on parle d'une révolution dans le domaine militaire qui se prépare maintenant scientifiquement».<sup>26</sup> La bombe nucléaire de quatrième génération conçue grâce à la technologie est un des produits monstrueux de cette révolution dégénérée.

Pour que les citoyens ne bougent pas, on leur ment sur les véritables objectifs de ces recherches: on invoque l'amélioration de la santé publique, la sécurité énergétique, la lutte contre la faim, la lutte contre le terrorisme international, le maintien de la paix dans le monde. Or les rares découvertes applicables au domaine civil ne sont que des sous-produits de la production d'armes de guerre qui prospère dans le monde entier.

### Les sciences humaines au service de la guerre

Les sciences de la nature ne sont pas les seules à se mettre au service du complexe militaro-industriel et médiatique. Des représentants des sciences humaines contribuent également, en temps de guerre et dans les années de préparatifs, à la mobilisation psychologique de la population, comme nous allons le montrer dans notre prochain article.

Dans un troisième et dernier article, nous parlerons de scientifiques qui se sont engagés en faveur de la paix et d'une éthique de paix, comme *Albert Schweitzer* et beaucoup d'autres<sup>27</sup>, et nous verrons comment la société peut exiger cet engagement.

<sup>1</sup> *Süddeutsche Zeitung* du 18/6/2007. Les citations suivantes proviennent toutes de cette annonce.

<sup>2</sup> Cf. *www.forum-chemie-macht-zukunft.de*

<sup>3</sup> Breyer, H. (2006), *Risiko Nanotechnologie*, in: *Blätter für deutsche und internationale Politik* 9/2006, p. 1134.

<sup>4</sup> *ibid.* Les citations suivantes proviennent toutes de cet article.

<sup>5</sup> *www.nato-pa.int*

<sup>6</sup> *rainews24.rai.it/ran24/inchieste/01022007\_hiroshima.asp*

<sup>7</sup> *www.nato-pa.int*

<sup>8</sup> Eggert, W. (2003), p. 84

<sup>9</sup> «*junge Welt*» du 18/7/2007

<sup>10</sup> «WAMS» du 16/3/2003

<sup>11</sup> *ibid.*

<sup>12</sup> Extrait du Message adressé au 43<sup>e</sup> Congrès de la Société italienne pour le progrès des sciences (en 1950)

<sup>13</sup> Cf. l'abondant dossier en allemand à consulter sur le site *www.zeit-fragen.ch*

<sup>14</sup> Cf. Schott, A., *Fluch und Tragödie des Uranmissbrauchs*, Berlin, 2003

<sup>15</sup> *ibid.*

<sup>16</sup> *ibid.*

<sup>17</sup> Eggert, W. (2003), *Die geplanten Seuchen ...*

<sup>18</sup> *ibid.*

<sup>19</sup> *ibid.* p. 64

<sup>20</sup> *www3sat.de/nano/news/34651/index.html*

<sup>21</sup> Communication 367 de la Commission européenne sur une stratégie européenne sur les droits de l'enfant (2006)

<sup>22</sup> Eggert, op. cit.

<sup>23</sup> 24<sup>e</sup> année, no 35, pp. 475-476

<sup>24</sup> Alibeck, K. / Handelman, S. (2001), *Direktorium 15. Russlands Geheimpläne für den biologischen Krieg*, München

<sup>25</sup> Eggert, op. cit.

<sup>26</sup> Mathematisches Seminar der Universität Hamburg, 23 juin 1998

<sup>27</sup> Schweitzer, A. *Friede oder Atomkrieg*, München, 1984

# Aronia – une plante médicinale inconnue

par Hedwig Schär

L'année passée a paru un petit livre sur une plante à peu près inconnue chez nous, l'Aronia, en allemand aussi connue sous le nom d'Apfelbeere (baie pomme). Les auteurs sont Jan Neidhardt, biologiste et Sigrid Grün, qui depuis son plus jeune âge s'est intéressée aux baies et aux fruits. Son père possédait un grand jardin avec différentes sortes de fruits et de baies, aussi de baies sauvages. Sa mère est praticienne de santé. «Malheureusement la plupart des gens ont une certaine crainte envers les baies sauvages. Le savoir s'est perdu que beaucoup de baies sauvages sont mangeables» dit-elle. C'est ce que les deux auteurs veulent changer, au moins en ce qui concerne l'Aronia. Ce ne sont pas seulement des plantes exotiques qui ont un effet guérissant comme l'Aloe Vera et autres qui ne peuvent pas être cultivées chez nous, si ce n'est qu'avec beaucoup d'efforts. Des plantes aux effets curatifs, il y en a aussi parmi les plantes indigènes. Pour les auteurs, le facteur écologique a aussi de l'importance. En les cultivant chez nous, on évite des longues voies de transport.

L'Aronia contient du sucre, des acides, de la pectine, des tannins, de la vitamine C, B1 et B2, de la provitamine A, de l'acide folique, des anthocyanes, des flavonoïdes et des fibres alimentaires. En particulier la très haute teneur de la baie en anthocyanes protège l'homme en fixant les radicaux libres.

Les deux auteurs sont tombés sur l'Aronia lors d'une excursion biologique et de science culturelle au lac Baïkal en Sibérie et ils voulaient en savoir plus. Ils ont alors constaté qu'il n'existe presque rien sur cette plante médicinale, inconnue chez nous. Ils ont donc commencé à rassembler des informations et bientôt ils en ont recueilli suffisamment pour en faire un livre. «Quand un certain livre n'existe pas, il faut l'écrire, tout simplement», disent les deux auteurs. Ils voulaient aussi que ce soit un beau livre, pas «tricoté à la main». Ils ont pris contact avec les éditions *edition buntehunde* à Ratisbonne (en Allemagne) proche de leur domicile, ils ont trouvé une oreille ouverte et ont aussi reçu quelques indications et du soutien. Et le résultat – un très beau et très plaisant livre.

## Confiture d'Aronia et de nectarines

700-800 g de baies d'Aronia faire cuire avec peu de sucre, passer par une passoire, mesurer 500 ml.

Dénoyer 700 g de nectarines peser 500 g et réduire en purée. 600-800 g de sucre, faire cuire avec les fruits, remplir des pots de confiture chauffés et bien fermer.

## Aronia, une belle plante

Chez nous, l'Aronia est presque inconnue. Elle est cultivée à cause de sa beauté comme plante d'ornement. Regardez une fois dans votre jardin ou dans le parc le plus proche. Peut-être que s'y trouve, de façon tout à fait inaperçue, une Aronia. En 1972, à cause de son aspect décoratif, elle a reçu en Angleterre une médaille de la Royal Horticultural Society.

Au printemps, en mai, quand les feuilles sont tout à fait sorties, apparaissent les fleurs blanches qui ressemblent à de petites fleurs de pommiers (d'où le nom allemand de baie pomme). Elles sont arrangées en ombelles de 20 fleurs environs. L'Aronia est une plante qui se féconde par elle-même, un buisson suffit donc déjà pour avoir une récolte. Les baies mûrissent en 80 à 90 jours environ. A l'état de maturité, elles ont une épaisseur d'à peu près un centimètre et sont d'un noir profond. En automne, les feuilles du buisson se colorent en rouge vif. On peut donc se réjouir toute l'année de ce buisson.

La plante est très robuste et ne craint pas le gel parce qu'elle fleurit relativement tard. Elle ne connaît également que peu d'insectes nuisibles et de maladies. Le feu bactérien, un problème pour les rosacées, dont l'Aronia fait partie, ne s'attaque pas à cette plante, d'après l'état actuel des connaissances. Jusqu'à ce qu'un buisson d'Aronia porte pleinement des fruits, il faut environ sept ans. L'Aronia a un très bon rendement. Jusqu'à 90 pour cent des fleurs deviennent des fruits. Même dans des conditions humides et pluvieuses, son rendement est encore à peu près de la moitié.

## Origine

A l'origine, l'Aronia est venue de l'est de l'Amérique et elle est arrivée par des chemins inconnus en Allemagne et autour de 1900 en Russie. Là-bas, c'est Ivan Vladimirovitch Michurin (1855–1935), un botaniste, cultivateur de plantes et pionnier dans la culture d'arbres fruitiers, qui a découvert la haute résistance au gel de l'Aronia et son aptitude comme fruit cultivable dans le dur climat continental de la Russie. Sur la base de ses bonnes expériences avec la plante, celle-ci a été admise en 1935 dans l'assortiment des sortes de fruits recommandés et s'est répandue dans tout l'ancien bloc de l'Est. A peu près en 1970, l'Aronia s'est imposée comme plante médicinale parmi les autres sortes de fruits.

A l'est de l'Allemagne, il y a deux plantations: à Schirgiswalde et à Coswig. Après le tournant, le marché de l'Aronia s'est effondré parce que les sociétés de traitement ont été dissoutes. Maintenant, la demande a un peu augmenté, causée aussi par des contrats, et les plantations, d'abord détruites et négligées, ont été reconstruites.

## L'effet thérapeutique de l'Aronia

Chez les indigènes de l'Amérique du Nord, les baies de l'Aronia étaient très appréciées. Elles étaient séchées et mélangées au Pemmican, une sorte de provision de voyage et de réserves. C'était composé de viande séchée, de graisse et de baies séchées, justement l'Aronia. L'effet thérapeutique de l'Aronia est décrit très exactement dans le livret. En voilà quelques détails:

En Russie, l'Aronia est considérée comme panacée. Elle est utilisée comme diurétique parce qu'elle augmente la sécrétion de l'urine, mais aussi comme remède pour baisser la tension artérielle et dans la dermatologie. Les substances de tannin dans l'Aronia aident contre des troubles de l'estomac, du foie et de la bile. L'Aronia agit aussi comme régulateur et harmonisant du système immunitaire, elle est donc utilisée après des chimiothérapies.

Depuis 2006, on poursuit en Allemagne, à l'Université de Potsdam, un projet scientifique qui examine les substances contenues dans l'Aronia et leurs effets. La chimiste de l'alimentation Sabine E. Kulling, coordinatrice du projet, part du principe que les substances contenues dans l'Aronia, surtout les substances secondaires de la plante, ont un

effet préventif contre le cancer de l'intestin et des effets positifs sur le taux de glycémie et sur le taux de graisse dans le sang.

Il est donc recommandé de consommer le jus ou la baie entière de manière prophylactique.

Dans des pharmacies, drogueries et magasins bio on peut acheter bon nombre de pilules et de boissons. L'opinion des auteurs: «Il faut toujours tenir compte que ces produits contiennent bien des extraits de l'Aronia mais que l'effet optimal peut être atteint plutôt en mangeant le fruit (avant tout le zeste).» En plus, ces produits achetés sont parfois très chers. Il est donc à recommander de planter le buisson dans son propre jardin.

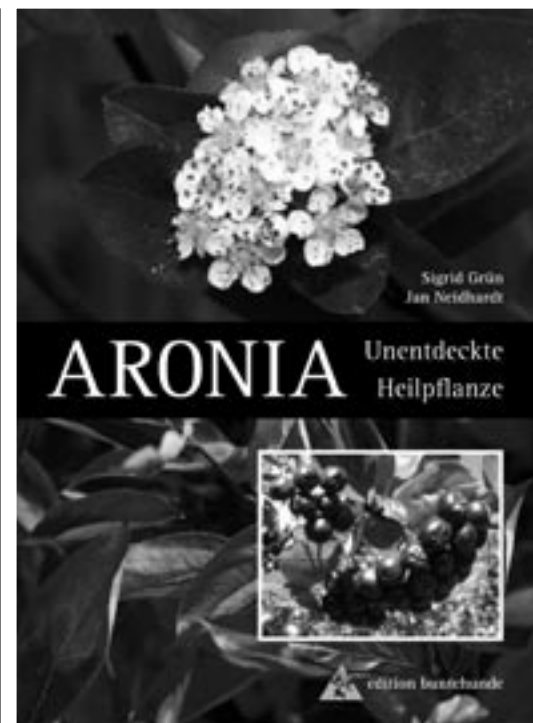
## Culture

Au fait, il faudrait avoir dans chaque jardin aussi une Aronia, à part les «Felsenbirnen» (poires sauvages), le sureau, le cornouiller et les autres baies présentes habituellement. L'Aronia aime une place bien ensoleillée. La distance par rapport aux autres plantes devrait être de 1,5 m à 2 m. Elle n'aime pas quand le sol a une haute teneur en calcaire, et elle n'aime pas non plus la sécheresse. Lors d'étés pauvres en pluie il faudra donc l'arroser. Elle n'a pas besoin d'une coupe compliquée, il faut seulement un peu l'éclaircir. Plus on coupe, plus elle repousse renforcée. A cause de sa robustesse, l'Aronia n'a pas besoin de produits chimiques. C'est ce qui est très important pour les auteurs du livre.

Le mieux est de planter l'Aronia en automne, alors on a déjà une récolte l'année suivante. Il est préférable d'acheter la plante dans un magasin spécialisé. Comme la plante n'est pas très connue, il faut chercher un peu, le mieux par Internet ou par téléphone. Peut-être qu'on peut aussi la commander. Il existe différentes sortes décrites dans le livre. Les auteurs recommandent les sortes «Nero» (Aronia prunifolia Nero), qui a été cultivée dans le bloc de l'Est, probablement en Slovaquie et «Viking» (Aronia melanocarpa Viking) qui vient de Finlande. Les deux sortes ont un assez bon rendement.

## Qu'est-ce que c'est que les substances secondaires de plantes?

Les substances primaires des plantes servent à la croissance de la plante. Les substances secondaires des plantes servent à la reproduction et à la défense. Ce sont donc des teintures, des poisons, des substances odorantes ou gustatives faisant fuir les insectes nuisibles ou bien attirant d'autres insectes qui servent à la procréation. Ces substances se trouvent spécialement dans des herbes et des baies mais aussi dans des fruits et des légumes. Depuis le début des années 1990, l'importance de ces substances secondaires de plantes pour les hommes a été reconnue.



Sigrid Grün, Jan Neidhardt: «Aronia – Unentdeckte Heilpflanze», édition buntehunde, 2007 ISBN 978-3-934941-39-7

## Traitement

Les baies mûres tombent vite du buisson et les oiseaux aussi les aiment bien. Il ne faut donc pas attendre trop longtemps avec la récolte, sinon le rendement sera diminué. Il faut d'abord savoir que la baie Aronia teint très fort. On raconte qu'en Espagne on teint des vestes d'uniforme avec cette teinture. Ce qui est sûr, c'est que le jus est utilisé pour colorer les oursons gélifiés, des jus de fruits rouges et des yoghourts.

Les baies récoltées peuvent être séchées dans l'appareil à sécher et mélangées au Müesli ou bien aux tisanes de fruits. On peut aussi produire du jus et le boire pur ou bien avec de l'eau. J'ai pu déguster le jus. Il est d'un noir profond, avec un goût âpre et inhabituel. Je dirai que c'est au jus de cassis qu'il ressemble le plus. On dit aussi qu'il ressemble à du vin rouge sans alcool. C'est assez exact. Dans le livre, on trouve aussi quelques recettes, par exemple de la confiture, de la glace, de la compote, faciles à faire soi-même. Les deux auteurs recommandent cependant d'essayer du nouveau.

## Sauce Aronia pour accompagner la chasse ou le fromage

100 g de baies d'Aronia  
100 g de sucre  
1 dl d'eau

Laver les baies et les écraser, chauffer le tout prudemment

Affiner avec:

Raifort, coriandre, poivre, moutarde, des zestes d'oranges râpés, du jus de citron ou du cognac, et éventuellement du sel.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €  
 Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €  
 Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €  
 Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».